

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2024

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2024, le rapport des Commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



**BUREAU
VERITAS**

SOMMAIRE

1.	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024	2
1.1.	Note préliminaire	2
1.2.	Faits marquants du premier semestre 2024	2
1.2.1	Croissance organique soutenue du chiffre d'affaires au premier semestre de façon globale	2
1.2.2	Une situation financière solide	3
1.2.3	Les actionnaires de Bureau Veritas approuvent la distribution de dividende au titre de l'exercice 2023	3
1.2.4	Programme de rachat d'actions 2024	3
1.2.5	Première note de crédit A3 à long terme attribuée par Moody's et réalisation d'une émission obligataire inaugurale pour un montant de 500 millions d'euros à échéance mai 2036	4
1.2.6	Un portefeuille ciblé	4
1.2.7	Nominations	5
1.2.8	Stratégie « LEAP 28 »	6
1.3.	Évolution de l'activité et des résultats	7
1.3.1	Chiffre d'affaires	7
1.3.2	Résultat opérationnel	8
1.3.3	Résultat opérationnel ajusté	8
1.3.4	Résultat financier	10
1.3.5	Impôt sur les résultats	11
1.3.6	Résultat net part du Groupe	11
1.3.7	Résultat net ajusté part du Groupe	11
1.3.8	Résultats par activité	13
1.4.	Flux de trésorerie et financement	20
1.4.1	Flux de trésorerie	20
1.4.2	Financement	23
1.5.	Description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	28
1.6.	Transactions entre parties liées	28
1.7.	Perspectives	29
1.8.	Évènement postérieur à la clôture	29
1.9.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	30
1.9.1	Croissance	30
1.9.2	Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée	31
1.9.3	Taux effectif d'impôt ajusté	32
1.9.4	Résultat net ajusté	32
1.9.5	Flux de trésorerie disponible	33
1.9.6	Endettement financier	33
1.9.7	EBITDA consolidé	33
1.9.8	Stratégie RSE à horizon 2028 et indicateurs extra-financiers	34
2.	ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2024	37
2.1.	États financiers consolidés semestriels	37
2.2.	Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	42
	Note 1 Informations générales	42
	Note 2 Faits marquants du premier semestre 2024	42
	Note 3 Principes et méthodes comptables	43
	Note 4 Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	44
	Note 5 Information sectorielle	45
	Note 6 Éléments du résultat opérationnel	46
	Note 7 Impôt sur le résultat	46
	Note 8 Écarts d'acquisition	47
	Note 9 Acquisitions et cessions	47
	Note 10 Capital souscrit	49
	Note 11 Paiements en actions	49
	Note 12 Dette financière	51
	Note 13 Garanties et cautions données	52
	Note 14 Provisions pour risques et charges	53
	Note 15 Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	53
	Note 16 Résultat par action	54
	Note 17 Dividende par action	54
	Note 18 Information complémentaire sur les instruments financiers	55
	Note 19 Transactions avec les parties liées	56
	Note 20 Évènement postérieur à la clôture	56
	Note 21 Périmètre de consolidation	56
2.3.	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2024 (période du 1er janvier au 30 juin 2024)	57
3.	DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	58

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024

1.1. NOTE PRÉLIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les états financiers consolidés résumés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2024 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2024, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2023, figurant au chapitre 6 – États financiers du Document d'enregistrement universel 2023.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés résumés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2024 et du premier semestre 2023 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne.

Les indicateurs alternatifs de performance présentés dans ce chapitre sont définis et rapprochés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2024

1.2.1 CROISSANCE ORGANIQUE SOUTENUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER SEMESTRE DE FAÇON GLOBALE

Le chiffre d'affaires du Groupe au premier semestre 2024 a progressé de 9,2 % en organique par rapport au premier semestre 2023, dont 10,4 % au deuxième trimestre, bénéficiant de tendances sous-jacentes solides dans l'ensemble des activités et des zones géographiques.

Cette évolution se traduit par activité comme suit :

- › Plus d'un tiers du portefeuille (Marine & *Offshore*, Industrie et Certification) a réalisé une solide croissance organique à deux chiffres de son chiffre d'affaires au premier semestre, comprise entre 14,7 % et 17,5 %. Ces divisions ont bénéficié de tendances soutenues en matière de décarbonation et de transition énergétique, en particulier pour Marine & *Offshore* et Industrie. De plus, le segment Certification a connu une forte demande pour les services axés sur la durabilité et l'ESG.
- › Un huitième du portefeuille (les services liés aux Biens de Consommation) a enregistré une croissance organique élevée à un chiffre (+ 7,3 %). Cette croissance a été tirée par le segment des services de biens de consommation dans la plupart des zones géographiques et par la stratégie de diversification par géographie, par secteur et par service du Groupe.
- › La moitié du portefeuille (Bâtiment & Infrastructures et Agroalimentaire & Matières Premières) a réalisé une croissance organique moyenne à un chiffre du chiffre d'affaires (respectivement + 4,3 % et + 4,6 %).

1.2.2 UNE SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

À la fin du mois de juin 2024, la dette financière nette ajustée du Groupe a augmenté par rapport au niveau du 31 décembre 2023 car la trésorerie et équivalents de trésorerie ont été utilisés pour réaliser le programme de rachat d'actions de 200 millions d'euros au cours du 2ème trimestre. Le Groupe dispose d'une structure financière solide avec la plupart de ses échéances au-delà de 2026.

Bureau Veritas dispose de 1,5 milliard d'euros de trésorerie et équivalents de trésorerie et de 600 millions d'euros de lignes de crédit confirmées non tirées au 30 juin 2024. Le ratio dette financière nette ajustée/EBITDA a été maintenu à un niveau bas à 1,06x (contre 0,95x l'année dernière).

La maturité moyenne de la dette financière du Groupe s'établissait à 4,9 ans. Le coût moyen de la dette au 1^{er} semestre 2024 était de 2,9% hors impact IFRS 16 (contre 2,7% hors impact IFRS 16 au 31 décembre 2023).

1.2.3 LES ACTIONNAIRES DE BUREAU VERITAS APPROUVENT LA DISTRIBUTION DE DIVIDENDE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023

Les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,83 euro par action au titre de l'exercice 2023 (résolution n° 3, approuvée à 99,99 %) avec une mise en paiement en numéraire, le 4 juillet 2024.

1.2.4 PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS 2024

Le Groupe a exécuté le programme de rachat d'actions de 200 millions d'euros annoncé le 20 mars 2024 via :

- › l'acquisition d'environ 0,8 % du capital du Groupe, soit l'équivalent de 100 millions d'euros, le 5 avril 2024, réalisée dans le cadre du placement Wendel,
- › l'acquisition supplémentaire de 0,8 % de son capital avec les 100 millions d'euros restants, réalisée dans le marché par le Groupe en mai et juin 2024.

Au 30 juin 2024, le programme était donc entièrement réalisé.

Conformément à l'objet du programme de rachat d'actions approuvé par l'Assemblée générale annuelle, les actions rachetées seront utilisées à des fins d'annulation et à toute autre fin autorisée par les actionnaires de la Société lors de l'Assemblée générale annuelle du 22 juin 2023.

1.2.5 PREMIÈRE NOTE DE CRÉDIT A3 À LONG TERME ATTRIBUÉE PAR MOODY'S ET RÉALISATION D'UNE ÉMISSION OBLIGATAIRE INAUGURALE POUR UN MONTANT DE 500 MILLIONS D'EUROS À ÉCHÉANCE MAI 2036

Le 24 avril 2024, Bureau Veritas a annoncé que Moody's lui a attribué sa première note de crédit à long terme, avec la note A3 accompagnée d'une perspective "stable". Cette notation à long terme aidera Bureau Veritas à diversifier davantage ses sources de financement, à améliorer son accès aux marchés de capitaux et à gérer les échéances de sa dette conformément à la stratégie du Groupe. Le rapport de notation complet est disponible sur [moodys.com](https://www.moodys.com).

Le 16 mai 2024, le Groupe a par ailleurs annoncé le succès d'une nouvelle émission obligataire notée A3 d'un montant de 500 millions d'euros à échéance mai 2036 et assortie d'un coupon de 3,5 %. Le livre d'ordres final s'est élevé à plus de 1,5 milliard d'euros, soit 3 fois le montant ciblé. Cette sursouscription élevée a permis à Bureau Veritas de réduire le taux final des obligations à un niveau inférieur aux prix initialement annoncés. Cela témoigne de la confiance des investisseurs obligataires dans le modèle économique du Groupe et dans la qualité de son profil de crédit.

Ce placement permet à Bureau Veritas de profiter de conditions de marchés attractives pour les besoins généraux du Groupe, y compris le refinancement de son échéance obligataire arrivant à maturité en janvier 2025, tout en allongeant la maturité moyenne de sa dette.

1.2.6 UN PORTEFEUILLE CIBLÉ

En ligne avec la stratégie « LEAP | 28 » concernant la gestion active du portefeuille et afin de renforcer ses positions de *leader*, Bureau Veritas a mis en place un programme d'acquisitions visant à développer de nouveaux bastions :

- › **sur le marché de la Cybersécurité** : en juillet 2024, le Groupe a signé un accord pour faire l'acquisition de Security Innovation, un acteur basé aux États-Unis spécialisé dans les services de sécurité des logiciels, axés sur les tests de logiciels, le conseil sur le cycle de développement de logiciels sécurisés (SDLC) et la formation. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 21 millions d'euros en 2023.
- › **sur le marché des tests technologiques pour le grand public** : le Groupe a signé des accords définitifs pour faire l'acquisition de trois acteurs en Asie. Ces derniers renforceront sa position dans les services d'essais et de certification pour le segment des produits électriques et électroniques grand public. Le chiffre d'affaires combiné des sociétés acquises était d'environ 20 millions d'euros en 2023.

	CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUALISÉ	PAYS / REGION	DATE DE SIGNATURE	DOMAINE D'EXPERTISE
Cybersécurité				
Security Innovation	21 M€	États-Unis	Juillet 2024	Société de services de sécurité des logiciels, axée sur les tests de logiciels, le conseil sur le cycle de développement de logiciels sécurisés (SDLC) et la formation
Biens de consommation				
OneTech Corp.	12 M€	Corée du Sud	Mars 2024	Services d'essais et de certification pour les produits électriques et électroniques grand public
Kostec Co., Ltd	5 M€	Corée du Sud	Mars 2024	Services d'essais et de certification pour les produits électriques et électroniques grand public
Hi Physix Laboratory India Pvt.	3 M€	Inde	Mars 2024	Laboratoire de services d'essais et de certification de produits électriques et électroniques

Dans le cadre de la gestion active de son portefeuille, le Groupe a signé un accord de cession d'une activité non-stratégique de supervision technique de projets de construction en Chine en juin 2024. Cette activité représente moins de 30 millions d'euros de chiffre d'affaires annualisé.

1.2.7 NOMINATIONS

Khurram Majeed est nommé Vice-Président exécutif Matières Premières, Industrie & Infrastructures, pour la région Moyen-Orient, Mer Caspienne et Afrique

Le 1^{er} avril 2024, Bureau Veritas a nommé Khurram Majeed au poste de Vice-Président exécutif, Matières Premières, Industrie & Infrastructures pour la région Moyen-Orient, Mer Caspienne et Afrique. Avec ce rôle, le Groupe vise à exploiter pleinement le potentiel des opportunités commerciales croissantes propres à la région du Moyen-Orient, de la Mer Caspienne et de l'Afrique. C'est une région dynamique qui connaît plusieurs évolutions dans les domaines des ressources naturelles, de la construction et de l'industrie. Cette nouvelle organisation permettra également à Bureau Veritas de faciliter la mise à l'échelle des solutions et l'utilisation des ressources dans la région.

Maria Lorente Fraguas nommée Vice-Présidente exécutive et Directrice des Ressources Humaines

Le 25 juillet 2024, le groupe a annoncé la nomination de Maria Lorente Fraguas au poste de Vice-présidente exécutive et *Chief People Officer*, à compter du 1^{er} octobre 2024.

Alors que Bureau Veritas s'engage dans une nouvelle voie avec le lancement récent de sa stratégie LEAP I 28, cette nomination jouera un rôle clé dans l'évolution du modèle humain du Groupe, en assurant le développement de nouvelles compétences stratégiques, et en développant de nouvelles façons de travailler grâce à l'augmentation des technologies.

Maria Lorente Fraguas sera membre du comité exécutif du Groupe. Elle remplace Kathryn Dolan qui a décidé de poursuivre sa carrière en dehors de Bureau Veritas.

1.2.8 STRATÉGIE « LEAP | 28 »

Le 20 mars 2024, Bureau Veritas a annoncé sa nouvelle stratégie « LEAP | 28 », avec les ambitions suivantes :

2024-2028	
CROISSANCE TCAM ^a	Une croissance totale élevée à un chiffre ^b du chiffre d'affaires
<i>Avec :</i>	<i>une croissance organique modérée à élevée à un chiffre</i>
<i>Et :</i>	<i>une accélération des fusions et acquisitions et une optimisation du portefeuille</i>
MARGE	Amélioration constante de la marge opérationnelle ajustée ^b
CROISSANCE DU BPA TCAM ^{a,b} +	Retours annuels à deux chiffres
RENDEMENT DES DIVIDENDES	
TRÉSORERIE	Fort taux de conversion du cash ^c: supérieur à 90 %

Au cours de la période 2024-2028, l'utilisation du flux de trésorerie généré par les activités du Groupe sera équilibrée entre les dépenses d'investissement (Capex), les fusions et acquisitions (M&A) et le retour aux actionnaires (dividende) :

HYPOTHÈSES

CAPEX	Environ 2,5 - 3,0 % du chiffre d'affaires du Groupe
M&A	Accélération des fusions et acquisitions
DIVIDENDE	Distribution de 65 % du résultat net ajusté
RATIO D'ENDETTEMENT	Entre 1,0x et 2,0x d'ici 2028

^a Taux de croissance annuel moyen.

^b À taux constant.

^c (Flux net de trésorerie généré par l'activité – remboursement des dettes de location + impôt sur les sociétés) / résultat opérationnel ajusté

1.3. ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Variation
Chiffre d'affaires	3 021,7	2 904,2	+ 4,0 %
Résultat opérationnel	388,5	372,9	+ 4,2 %
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(0,2)	0,3	n.s.
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	388,3	373,2	+ 4,0 %
Résultat financier	(25,6)	(15,2)	- 68,4 %
Résultat avant impôts	362,7	358,0	+ 1,3 %
Charge d'impôt	(115,9)	(113,2)	- 2,4 %
Résultat net	246,8	244,8	+ 0,8 %
Intérêts minoritaires	(12,5)	(12,3)	- 1,6 %
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	234,3	232,5	+ 0,8 %

1.3.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2024 s'est élevé à 3 021,7 millions d'euros, soit une augmentation de 4,0 % par rapport au premier semestre 2023.

- › La croissance organique s'est établie à 9,2 % par rapport au premier semestre 2023, dont 10,4 % au deuxième trimestre 2024, bénéficiant de solides tendances sous-jacentes dans la plupart des activités et des zones géographiques.

Trois activités ont enregistré une très forte croissance organique : Marine & Offshore, en hausse de 14,7 %, Industrie, en hausse de 17,5 %, et Certification, en hausse de 16,0 %. L'activité des services de Biens de Consommation a continué à se redresser, avec une croissance organique de 7,3 % au premier semestre (dont 8,3 % au deuxième trimestre), tandis que les activités de l'Agroalimentaire & Matières Premières et de Bâtiment & Infrastructures ont affiché une croissance organique modérée à un chiffre, avec une amélioration au deuxième trimestre.

Par zone géographique, la croissance dans les Amériques a été forte (27 % du chiffre d'affaires ; + 10,3 % sur une base organique), tirée par une hausse à deux chiffres en Amérique latine et une croissance à un chiffre élevé au Canada. L'Europe (35 % du chiffre d'affaires ; + 5,1 % sur une base organique) a bénéficié de niveaux d'activité élevés dans le Sud et l'Est du continent. L'activité dans la région Asie-Pacifique (28 % du chiffre d'affaires ; + 8,7 % sur une base organique) s'est accélérée au deuxième trimestre (+ 10,3 % sur une base organique), portée par la Chine et par une croissance soutenue à deux chiffres essentiellement en Australie, en Inde et au Vietnam. Enfin, l'Afrique et le Moyen-Orient ont été parmi les régions les plus performantes (10 % du chiffre d'affaires ; + 23,5 % sur une base organique), soutenues par le Bâtiment & Infrastructures et les projets énergétiques au Moyen-Orient.

- › L'effet de périmètre a été positif à hauteur de 0,1 %, reflétant les acquisitions *bolt-on* réalisées au cours des derniers trimestres et compensées par l'impact d'une petite cession non stratégique l'an dernier.
- › Les fluctuations de change ont eu un impact négatif de 5,3 % (dont un impact négatif de 5,0 % au deuxième trimestre), principalement en raison de la force de l'euro par rapport à la plupart des devises.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2024 s'est élevé à 3 021,7 millions d'euros, soit une hausse de 4,0 % par rapport au premier semestre 2023.

Les méthodes de calcul retenues pour déterminer les composantes de la croissance du chiffre d'affaires sont présentées dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

1.3.2 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 388,5 millions d'euros, en hausse de 4,2 % par rapport aux 372,9 millions d'euros du premier semestre 2023. À taux de change constant, la hausse est de + 12,9 %.

1.3.3 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2024 et au premier semestre 2023 :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023	Variation
Résultat opérationnel	388,5	372,9	+ 4,2 %
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	21,5	21,1	n.s.
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	1,3	21,4	n.s.
Charges de restructuration	7,8	18,6	n.s.
Résultats de cessions de filiales et d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	32,8	0,2	n.s.
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	451,9	434,2	+ 4,1 %

Les éléments d'ajustement au cours du premier semestre 2024 s'élèvent à 63,4 millions d'euros, à comparer à 61,3 millions d'euros au premier semestre 2023, et se décomposent de la façon suivante :

- › 21,5 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions (globalement stable par rapport aux 21,1 millions d'euros au premier semestre 2023),
- › 1,3 millions d'euros de dépréciation et de mise au rebut d'actifs liés aux Matières premières,
- › 7,8 millions d'euros de charges de restructuration, principalement liées aux activités de Biens de Consommation et celles liées aux matières premières (18,6 millions d'euros au premier semestre 2023),
- › 32,8 millions d'euros de charges liées aux cessions et acquisitions (à comparer à une perte nette de 0,2 million d'euros au premier semestre 2023), principalement en lien avec la cession en cours d'une activité non-stratégique en Bâtiment & Infrastructures en Chine.

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 451,9 millions d'euros, en hausse de 4,1 % par rapport au premier semestre 2023 et en progression de 11,6 % à taux de change constant.

Évolution du résultat opérationnel ajusté

(en millions d'euros)

Résultat opérationnel ajusté au 30 juin 2023	434,2
Variation organique	+ 49,1
Résultat opérationnel ajusté organique	483,4
Effet périmètre	+ 1,5
Résultat opérationnel ajusté à taux de change constant	484,9
Effet de change	(32,9)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ AU 30 JUIN 2024	451,9

La marge opérationnelle ajustée à taux de change constant s'élève à 15,3 % au premier semestre 2024, en hausse de 33 points de base par rapport au premier semestre 2023, dont une croissance organique de 29 points de base et un effet périmètre positif de 4 points de base. En données publiées, la marge opérationnelle ajustée est stable par rapport au premier semestre 2023, à 15,0 %.

Évolution de la marge opérationnelle ajustée

(en pourcentage et points de base)

Marge opérationnelle ajustée au 30 juin 2023	15,0 %
Variation organique	+ 29 pb
Marge opérationnelle ajustée organique	15,3 %
Effet périmètre	+ 4 pb
Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant	15,3 %
Effet de change	(33) pb
MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 30 JUIN 2024	15,0 %

En termes de marge opérationnelle organique, le Groupe a connu des dynamiques différentes selon les activités au cours du premier semestre 2024.

La marge opérationnelle organique ajustée s'est améliorée de 29 points de base, la croissance du chiffre d'affaires et l'effet de levier opérationnel ayant permis d'augmenter les marges dans les secteurs Marine & Offshore, Industrie, services aux Biens de Consommation et Certification, compensant en partie la baisse des marges dans les secteurs Agroalimentaire & Matières premières et Bâtiment & Infrastructures.

1.3.4 RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

Évolution du résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Coût de l'endettement financier brut	(42,4)	(47,0)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	22,6	22,4
Coût de l'endettement financier net	(19,8)	(24,6)
Résultat de change	8,5	14,2
Coût financier des régimes de retraites	(1,5)	(1,5)
Autres	(12,8)	(3,3)
RÉSULTAT FINANCIER	(25,6)	(15,2)

La charge financière nette s'élève à 25,6 millions d'euros au premier semestre 2024, comparé à 15,2 millions d'euros à la même période en 2023.

Le coût de l'endettement financier net à 19,8 millions d'euros au premier semestre 2024 est en amélioration en comparaison au premier semestre 2023 (à 24,6 millions d'euros) et s'explique principalement par l'impact du remboursement en septembre 2023 du programme obligataire de 500 millions d'euros émis en 2016, partiellement compensé par un programme obligataire du même montant mis en place à la mi-2024.

Les gains et pertes de change du Groupe résultent de l'impact des fluctuations des devises sur les actifs et passifs des filiales libellés dans une devise autre que leur devise fonctionnelle. Au premier semestre 2024, le Groupe enregistre des effets de change plus défavorables que l'année précédente avec une perte de 5,8 millions d'euros (à comparer à un gain de 9,4 millions d'euros au premier semestre 2023).

Le coût financier des régimes de retraite s'élève à 1,5 million d'euros au premier semestre 2024 contre 1,5 million d'euros au premier semestre 2023.

1.3.5 IMPÔT SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 115,9 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 113,2 millions d'euros au premier semestre 2023.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 32,0 % au premier semestre 2024 contre 31,6 % au premier semestre 2023.

Le TEI ajusté est de 29,0 %, en baisse de 1,7 point par rapport au premier semestre 2023. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements. La baisse observée résulte principalement d'une diminution du montant des retenues à la source supportées sur la période.

Évolution du taux effectif d'impôt

<i>(en millions d'euros et pourcentage)</i>	S1 2024	S1 2023
Résultat avant impôts	362,7	358,0
Charge d'impôt	(115,9)	(113,2)
Taux Effectif d'Impôt (TEI)	32,0 %	31,6 %
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (TEI) AJUSTÉ	29,0 %	30,7 %

1.3.6 RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe atteint 234,3 millions d'euros au premier semestre 2024, à comparer à 232,5 millions d'euros au premier semestre 2023.

Le résultat net par action est un bénéfice de 0,52 euro, à comparer à un bénéfice par action de 0,51 euro au premier semestre 2023.

1.3.7 RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat net ajusté part du Groupe au premier semestre 2024 et au premier semestre 2023 :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Résultat net part du Groupe	234,3	232,5
BPA ^(a) <i>(en euro par action)</i>	0,52	0,51
Éléments d'ajustement	63,4	61,3
Effet d'impôt sur les éléments d'ajustement	(7,7)	(15,6)
Intérêts minoritaires	(1,7)	(1,9)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	288,3	276,3
BPA AJUSTÉ ^(a) <i>(euros par action)</i>	0,64	0,61

^(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 451 680 634 au premier semestre 2024 et de 452 412 873 au premier semestre 2023.

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève au total à 288,3 millions d'euros, en hausse de 4,3 % par rapport aux 276,3 millions d'euros du premier semestre 2023.

Le bénéfice par action ajusté est de 0,64 euro au premier semestre 2024, soit une hausse de 4,5 % par rapport au premier semestre 2023 (0,61 euro par action) et de 16,3 % ajusté des effets de change.

Évolution du résultat net ajusté part du Groupe

(en millions d'euros)

Résultat net ajusté part du Groupe au 30 juin 2023	276,3
Variation organique et effet périmètre	44,4
Résultat net ajusté part du Groupe à taux de change constant	320,7
Effet de change	(32,4)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE AU 30 JUIN 2024	288,3

1.3.8 RÉSULTATS PAR ACTIVITÉ

Évolution du chiffre d'affaires par activité

<i>(en millions d'euros et pourcentage)</i>	S1 2024	S1 2023 ^(a)	Croissance			
			Totale	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	251,3	228,6	+ 9,9 %	+ 14,7 %	-	(4,8) %
Agroalimentaire & Matières Premières	613,9	611,5	+ 0,4 %	+ 4,6 %	-	(4,2) %
Industrie	624,0	617,4	+ 1,1 %	+ 17,5 %	(2,4) %	(14,0) %
Bâtiment & Infrastructures	896,7	869,7	+ 3,1 %	+ 4,3 %	-	(1,2) %
Certification	255,3	227,9	+ 12,0 %	+ 16,0 %	-	(4,0) %
Biens de consommation	380,5	349,1	+ 9,0 %	+ 7,3 %	+ 4,9 %	(3,2) %
TOTAL S1	3 021,7	2 904,2	+ 4,0 %	+ 9,2 %	+ 0,1 %	(5,3) %

^(a) Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre et du premier semestre 2023 ont été retraités en raison d'un reclassement impactant principalement les activités Industrie et Bâtiment & Infrastructures (pour un montant d'environ 0,9 million d'euros sur le premier semestre)

Évolution du résultat opérationnel ajusté par activité

<i>(en millions d'euros et pourcentage)</i>	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	S1 2024	S1 2023	Variation	S1 2024	S1 2023	Variation totale (pb)	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	61,6	56,5	+ 9,1 %	24,5 %	24,7 %	(20)	+ 88	-	(108)
Agroalimentaire & Matières Premières	75,6	82,3	(8,2) %	12,3 %	13,5 %	(115)	(90)	-	(25)
Industrie	79,3	76,1	+ 4,2 %	12,7 %	12,3 %	+ 38	+ 92	+14	(68)
Bâtiment & Infrastructures	104,3	106,4	(2,0) %	11,6 %	12,2 %	(60)	(53)	-	(7)
Certification	50,0	41,7	+ 19,9 %	19,6 %	18,3 %	+ 128	+ 154	-	(26)
Biens de consommation	81,1	71,2	+ 13,9 %	21,3 %	20,4 %	+ 92	+ 134	(31)	(11)
TOTAL S1	451,9	434,2	+ 4,1 %	15,0 %	15,0 %	-	+ 29	+ 4	(33)

MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	251,3	228,6	+ 9,9 %	+ 14,7 %	-	(4,8) %
Résultat opérationnel ajusté	61,6	56,5	+ 9,1 %			
Marge opérationnelle ajustée	24,5 %	24,7 %	(20) pb	+ 88 pb	-	(108) pb

L'activité Marine & Offshore a enregistré une forte hausse de 14,7 % de son chiffre d'affaires organique au premier semestre 2024 (dont 15,8 % au deuxième trimestre), avec les tendances suivantes :

- › Une forte hausse à deux chiffres dans le segment **Nouvelles Constructions** (41 % du chiffre d'affaires de la division), sur un marché de la construction dynamique, soutenue par l'accélération de la conversion des nouvelles commandes au T1 et T2 malgré les contraintes de capacité dans les chantiers navals.
- › Une croissance à deux chiffres du sous-segment **Navires en service** (46 % du chiffre d'affaires de la division), bénéficiant de la croissance des volumes, due à l'augmentation du nombre de navires classés et aux activités de modernisation et d'adaptation aux nouvelles réglementations environnementales. Au 30 juin 2024, la flotte classée par Bureau Veritas comprenait 11 894 navires, en hausse de 2,7 % par rapport à l'année dernière et représentant 151,7 millions de tonneaux de jauge brute (TJB).
- › Une croissance modérée à un chiffre pour les **Services** (13 % du chiffre d'affaires de la division, Offshore inclus), bénéficiant du bon développement commercial des services non liés à la classification, y compris les services de conseil en matière d'efficacité énergétique des navires.

La division continue de bénéficier d'une dynamique de croissance pluriannuelle alors que l'industrie maritime se décarbonise, renouvelle sa flotte et devient plus économe en énergie. Le Groupe a sécurisé 7,4 millions de tonneaux bruts à fin juin 2024, portant le carnet de commandes à 26,0 millions de tonneaux bruts, en hausse de 27,5 % par rapport à 20,4 millions de tonneaux bruts à fin juin 2023. Cette progression est portée par les navires alimentés au GNL et les navires spécialisés.

La marge opérationnelle ajustée du semestre a été maintenue à un niveau élevé de 24,5 % en données publiées, contre 24,7 % au premier semestre 2023, sous l'effet négatif des effets de change (108 points de base). Sur une base organique, elle a augmenté de 88 points de base, bénéficiant des prix, de l'effet de levier opérationnel et d'un *mix* positif.

Réalisations en matière de durabilité

Au deuxième trimestre 2024, Bureau Veritas a délivré une Approbation de Principe à *China Ship Design & Research Centre* (CSDC) pour sa dernière conception de navire-citerne chimique moyenne portée fonctionnant à l'ammoniac, guidant ainsi le secteur vers un avenir plus vert et durable.

AGROALIMENTAIRE & MATIÈRES PREMIÈRES

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	613,9	611,5	+ 0,4 %	+ 4,6 %	-	(4,2) %
Résultat opérationnel ajusté	75,6	82,3	(8,2) %			
Marge opérationnelle ajustée	12,3 %	13,5 %	(115) pb	(90) pb	-	(25) pb

L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a réalisé une croissance organique de 6,0 % au deuxième trimestre 2024, atteignant ainsi une croissance organique du chiffre d'affaires de 4,6 % sur le premier semestre de l'année.

Le segment **Produits Pétroliers et Pétrochimiques** (O&P, 32 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance organique élevée à un chiffre de son chiffre d'affaires au premier semestre de l'année, la croissance du deuxième trimestre provenant principalement d'un développement commercial ciblé sur des comptes clés en Amérique du Nord et au Moyen-Orient. Une forte dynamique a également été maintenue en Europe, où le Groupe a gagné des parts de marché. Les activités en Asie se redressent progressivement, avec des perspectives favorables dans les services non liés aux échanges telles que le *Oil Condition Monitoring*.

Après une performance stable au premier trimestre, le segment **Métaux & Minéraux** (M&M, 31 % du chiffre d'affaires de la division) a montré des signes de reprise au deuxième trimestre avec une croissance organique du chiffre d'affaires faible à un chiffre. L'activité *Upstream* (qui représente plus des deux tiers du chiffre d'affaires de la division) a connu un démarrage lent cette année dans un contexte macroéconomique difficile. De premiers signaux de reprise ont été observés, avec des prix de l'or élevés qui stimulent la reprise des forages d'exploration. Le Groupe a poursuivi l'exécution de sa stratégie de développement de laboratoires sur site, avec une croissance à deux chiffres au premier semestre et de nouveaux contrats remportés au Chili et en Afrique de l'Ouest. Les activités liées aux échanges ont enregistré une croissance à un chiffre moyen à élevé au premier semestre, avec une bonne dynamique au deuxième trimestre, notamment en Chine et en Inde.

Au premier semestre 2024, **l'Agroalimentaire** (23 % du chiffre d'affaires de la division) a connu une croissance organique élevée à un chiffre. Le sous-segment Agri a été stimulé par la croissance à la fois des activités *Upstream* et des activités liées aux échanges. Elle a été particulièrement forte au Moyen-Orient au deuxième trimestre, grâce à un développement commercial soutenu et à des contrats clés remportés dans plusieurs pays. Par ailleurs, les Amériques ont bénéficié d'excellents rendements agricoles, en dépit d'inondations au Brésil. L'activité **Alimentaire** a enregistré une croissance organique moyenne à un chiffre, grâce à la reprise soutenue des activités australiennes, résultant d'une stratégie de diversification et de hausse des prix.

Les **Services aux gouvernements** (14 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance organique stable d'une année sur l'autre au premier semestre de l'année, en raison principalement de comparables défavorables et de la cyclicité attendue de certains contrats. Cela a été partiellement compensé par la bonne performance des contrats de Vérification de Conformité (VOC) dans certains pays du Moyen-Orient au deuxième trimestre 2024, avec un *pipeline* prometteur de nouvelles opportunités à partir du troisième trimestre.

La marge opérationnelle ajustée de l'activité Agroalimentaire et Matières Premières a diminué, atteignant 12,3 %, soit une baisse de 115 points de base par rapport à l'année dernière. Cela s'explique par un impact défavorable du mix d'activité (en raison de la faible performance du segment Métaux & Minéraux) et des effets de change.

Réalisations en matière de durabilité

Au premier semestre 2024, Bureau Veritas a fourni plusieurs services de durabilité à ses clients, allant des solutions liées aux émissions fugitives de matières premières, aux services *Green Objects* tels que ceux liés aux carburants d'aviation durables ou à la traçabilité des produits à base de bois.

INDUSTRIE

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	624,0	617,4	+ 1,1 %	+ 17,5 %	(2,4) %	(14,0) %
Résultat opérationnel ajusté	79,3	76,1	+ 4,2 %			
Marge opérationnelle ajustée	12,7 %	12,3 %	+ 38 pb	+ 92 pb	+ 14 pb	(68) pb

L'Industrie a réalisé une forte augmentation du chiffre d'affaires organique de 17,5 % au premier semestre 2024, dont une croissance de 18,2 % au deuxième trimestre tirée par la plupart des activités et des zones géographiques.

Les dépenses des clients restent fortes dans tous les secteurs de l'énergie, portées par les besoins en matière de sécurité énergétique et de transition. Dans tous les secteurs industriels, le Groupe constate une bonne dynamique de croissance.

Par marché, la stabilité dans le secteur **Power & Utilities** (13 % du chiffre d'affaires de la division) a continué de refléter la transformation des activités entreprise en Amérique latine, où la décision a été prise l'an dernier de se retirer des contrats peu rentables. En Europe, la croissance stable dans le segment de la production d'énergie nucléaire s'explique par la montée en puissance des projets d'inspection QA/QC au Royaume-Uni et en France compensée par l'impact négatif attendu de l'achèvement du projet EPR de Flamanville 3.

Au sein de l'activité **Power & Utilities**, les activités de production d'énergie renouvelable (solaire, éolien, hydrogène) ont poursuivi leur dynamique avec une performance organique à deux chiffres dans la plupart des zones géographiques. Les États-Unis ont tiré la croissance avec la réalisation d'un grand nombre de projets solaires. Les investissements en énergies renouvelables demeurent conséquents en Chine, entretenant la dynamique de croissance soutenue.

L'activité du segment **Pétrole & Gaz** (32 % du chiffre d'affaires de la division) est restée dynamique, avec une croissance organique à deux chiffres au premier semestre. Les services Capex et Opex ont tous deux fortement augmenté dans la plupart des zones géographiques, le Groupe continuant à capitaliser sur un cycle d'investissement favorable, une expertise reconnue et des capacités à l'échelle mondiale. L'activité a été dynamique aux États-Unis, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie.

La **Certification des Produits Industriels** (18 % du chiffre d'affaires de la division) a connu une croissance organique à deux chiffres. Cette croissance a été portée par des augmentations de prix et une activité accrue dans les sous-segments Pression & Soudage et Électromécanique & Technologies Avancées. La croissance a été particulièrement forte dans les régions Asie-Pacifique et Moyen-Orient.

Par ailleurs, l'activité d'**Essais Environnementaux** (10 % du chiffre d'affaires de la division) a connu une croissance organique à un chiffre élevé. Au Canada, les travaux de remédiation ont bénéficié de conditions météorologiques favorables au premier trimestre, renforçant encore les performances du segment.

La marge opérationnelle ajustée de l'Industrie pour le premier semestre a augmenté de 38 points de base pour atteindre 12,7 %. De manière organique, elle a progressé de 92 points de base, bénéficiant d'un effet de levier opérationnel et d'une plus grande sélectivité en matière de rentabilité.

Réalisations en matière de durabilité

Au deuxième trimestre 2024, le Groupe s'est vu attribuer un contrat en Californie (États-Unis) pour fournir des services de gestion de projet pour le démantèlement d'éoliennes obsolètes et l'installation de 25 nouvelles, ainsi que d'un nouveau système de stockage d'énergie par batterie. Le Groupe a également été sélectionné pour la certification d'un parc éolien *offshore* à Taïwan pour un grand producteur d'électricité français. Enfin, le Groupe devrait livrer à un grand constructeur ferroviaire une évaluation en tant que tierce partie de deux projets de locomotives à hydrogène capables de fournir de l'énergie en l'absence de caténaire.

BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	896,7	869,7	+ 3,1 %	+ 4,3 %	-	(1,2) %
Résultat opérationnel ajusté	104,3	106,4	(2,0) %			
Marge opérationnelle ajustée	11,6 %	12,2 %	(60) pb	(53) pb	-	(7) pb

L'activité Bâtiment & Infrastructures (B&I) a enregistré une croissance organique de son chiffre d'affaires de 4,3 % au premier semestre (dont 4,9 % de croissance au deuxième trimestre), avec une croissance dans la plupart des zones géographiques.

Pendant la période, les **activités liées à la Construction** ont surperformé l'activité **Bâtiments en service**.

La région **Amériques** (27 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une croissance solide avec une amélioration notable au deuxième trimestre. La plateforme américaine a réalisé une croissance organique du chiffre d'affaires à un chiffre modérée et a continué de capitaliser sur son portefeuille d'activités diversifié. L'activité de mise en service de *data centers* a maintenu une forte croissance organique à deux chiffres, grâce à une augmentation de la demande de services de la part de clients nouveaux et existants dans la plupart des régions du monde, combinée à des initiatives sur les prix. Cela s'explique par l'augmentation continue de la génération de données, du *cloud computing* et de l'IA. Une croissance à deux chiffres a également été réalisée à la fois dans les services Opex et dans l'activité d'infrastructure Capex. L'activité conformité aux codes a connu une croissance robuste grâce à l'expansion du logement dans les États du Centre et de l'Est du pays. En Amérique latine, la forte croissance au Brésil et au Chili a été atténuée par des fins de contrats en Argentine.

L'activité en **Europe** (50 % du chiffre d'affaires de la division) a été globalement robuste. La plupart des pays ont contribué à la croissance, l'Italie étant en tête en raison de la poursuite des dépenses d'infrastructure liées au Plan National de Relance et de Résilience (NRRP). La France continue de croître, les activités liées aux Capex surperformant grâce aux nouveaux contrats remportés dans les infrastructures et les travaux publics (y compris les Jeux Olympiques de Paris 2024). Cela a largement compensé le recul du marché résidentiel. Les services Opex, qui représentent trois quarts du chiffre d'affaires du pays, ont fait preuve de résilience bénéficiant d'effet prix et d'une bonne dynamique en matière de nouveaux services.

La région **Asie-Pacifique** (19 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une croissance organique du chiffre d'affaires à un chiffre élevé, tirée par une forte croissance dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est ainsi qu'en Australie. La Chine a maintenu une performance stable, tirée par l'activité de construction liée à l'énergie. La faiblesse des dépenses publiques continue de contraindre la croissance du marché des infrastructures de transport.

Enfin, dans la région **Moyen-Orient et Afrique** (4 % du chiffre d'affaires de la division), le Groupe a maintenu sa forte dynamique, réalisant une croissance organique du chiffre d'affaires à deux chiffres, principalement tirée par les performances en Arabie Saoudite, où il a bénéficié du développement de nombreux mégaprojets.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre s'est légèrement érodée de 60 points de base pour atteindre 11,6 % contre 12,2 % l'année précédente. Cela reflète l'impact de la faible activité en Chine, qui n'a pas été complètement compensé par l'amélioration aux États-Unis.

Réalisations en matière de durabilité

Au deuxième trimestre 2024, en France, le Groupe a signé un contrat exclusif avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour réaliser des contrôles de performance et d'efficacité énergétiques sur les projets financés dans le cadre du programme de subventions d'énergie "Ma Prime Rénov". Le Groupe a également été sélectionné pour un programme pluriannuel par le Comité Olympique de Californie pour fournir des services de gestion de projet pour le déploiement de stations de recharge rapide pour véhicules électriques.

CERTIFICATION

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	255,3	227,9	+ 12,0 %	+ 16,0 %	-	(4,0) %
Résultat opérationnel ajusté	50,0	41,7	+ 19,9 %			
Marge opérationnelle ajustée	19,6 %	18,3 %	+ 128 pb	+ 154 pb	-	(26) pb

Avec une nouvelle performance remarquable au deuxième trimestre 2024, l'activité Certification a affiché une forte croissance organique à deux chiffres de 16,0 % au premier semestre de l'année, avec une bonne performance dans toutes les zones géographiques. Cela a été tiré par une hausse des volumes et de robustes augmentations de prix.

Les **solutions QHSE & Schémas Spécialisés** (50 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance à deux chiffres au premier semestre de l'année, avec une forte dynamique provenant de l'année de recertification pour plusieurs schémas de différents secteurs. Le marché de la certification bénéficie d'une dynamique d'innovation visant à répondre aux besoins des consommateurs en matière de schémas spécialisés et volontaires. À titre d'exemple, Bureau Veritas a récemment délivré le label "Origine France Garantie" à deux modèles de voitures produits par le constructeur automobile français Renault, faisant d'eux les premiers véhicules électriques à obtenir cette certification.

Les **solutions liées à la Durabilité et les activités de certification Numérique** (Cyber) (31 % du chiffre d'affaires de la division) ont également enregistré une très forte croissance organique à deux chiffres, avec une excellente traction autour des services liés au carbone. Avec une croissance à deux chiffres au deuxième trimestre, la gamme de services et de solutions autour de la filière bois fournis par Bureau Veritas se développe fortement. Cette performance est tirée par des gains de parts de marché, principalement aux États-Unis et en Chine, ainsi que par un environnement réglementaire favorable. Par exemple, la future réglementation EUDR crée de nouvelles opportunités au niveau européen. Enfin, les services de certification et d'assurance en matière de cybersécurité bénéficient toujours d'une excellente dynamique de marché, menant à une croissance à deux chiffres au premier semestre de l'année.

Les **autres solutions, y compris la Formation** (19 % du chiffre d'affaires de la division), ont enregistré une croissance globalement stable de leur chiffre d'affaires au premier semestre 2024.

La marge opérationnelle ajustée du semestre a fortement augmenté de 128 points de base pour atteindre 19,6 %, contre 18,3 % l'année précédente. Cela reflète un solide levier opérationnel et un mix d'activité favorable.

Réalisations en matière de durabilité

Au premier semestre 2024, Bureau Veritas a poursuivi le développement de ses activités d'assurance en matière de rapports de durabilité. En France, il a aidé un fournisseur de services informatiques à se préparer au *reporting* CSRD et à définir les enjeux de durabilité importants en lien avec ses activités, permettant ainsi à l'entreprise d'évaluer ses écarts à la norme et de mettre en place les mesures visant à s'y conformer. Le Groupe a également été sélectionné par une entreprise laitière internationale pour réaliser des audits sur le commerce éthique et l'approvisionnement responsable de 125 sites au Mexique.

BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	380,5	349,1	+ 9,0 %	+ 7,3 %	+ 4,9 %	(3,2) %
Résultat opérationnel ajusté	81,1	71,2	+ 13,9 %			
Marge opérationnelle ajustée	21,3 %	20,4 %	+ 92 pb	+ 134 pb	(31) pb	(11) pb

La division des services de Biens de Consommation a enregistré une croissance organique de 7,3% au premier semestre 2024 (dont 8,3 % au deuxième trimestre), tirée par l'ensemble des sous-segments à l'exception de la Technologie.

Sur le plan géographique, l'Asie a montré une bonne amélioration, menée par la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est et du Sud comme le Vietnam et le Bangladesh. Les Amériques ont également continué à bénéficier de la stratégie de diversification géographique, sectorielle et de services.

Le segment **Textiles, Biens durables & Jouets** (représentant 48 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une croissance organique à deux chiffres au premier semestre 2024. Cette croissance a été portée par un rebond des volumes, attribué à la fin du déstockage et aux expéditions anticipées en réponse aux retards logistiques causés par les perturbations des voies maritimes en mer Rouge. La croissance a été tirée par la Chine et des pays d'Asie du Sud-Est qui exportent vers le marché américain. L'activité Bien durables a été particulièrement forte, bénéficiant d'une reprise mondiale et d'une augmentation du nombre de références.

Le segment de la **Cosmétique (incluant l'Hygiène et la Beauté**, 8 % du chiffre d'affaires de la division) a affiché une solide croissance organique à deux chiffres au premier semestre, portée par les opérations aux États-Unis. Cela a été tiré par la performance des grands comptes, en particulier pour le laboratoire d'essais avancés (ATL) récemment acquis, qui a bénéficié d'initiatives sur les prix et d'un élargissement du champ des services.

Les services autour de la **Chaîne d'approvisionnement et de la Durabilité** (14 % du chiffre d'affaires de la division) ont réalisé une très bonne performance à deux chiffres, les audits RSE et les services de transition étant les plus dynamiques grâce à la bonne traction des audits sociaux et des services de vérification des déclarations vertes dans le monde.

Le segment des **Technologies** (30 % du chiffre d'affaires de la division) a connu un repli à un chiffre modéré au premier semestre 2024, toujours affecté par une baisse mondiale de la demande pour les produits électroniques, les produits sans fil et les nouveaux équipements de mobilité (dont les véhicules électriques, notamment en Chine). Le deuxième trimestre a été marqué par une augmentation du développement et de la fabrication de technologies pour serveurs afin de répondre aux besoins du marché de l'IA. De plus, les appareils électriques ont bien performé et ont bénéficié d'une amélioration des dépenses des consommateurs.

Conformément à sa stratégie LEAP I 28, le Groupe a continué d'investir dans le nouveau bastion du segment des Technologies, avec la réalisation de trois acquisitions - OneTech Corp., Kostec Co. en Corée et Hi Physix Laboratory en Inde - pour renforcer sa présence dans les tests de produits de consommation électriques et électroniques sur les marchés clés de la Corée du Sud et de l'Inde.

La marge opérationnelle ajustée pour le premier semestre a augmenté de 92 points de base pour atteindre 21,3 % contre 20,4 % l'année précédente. De manière organique, elle a progressé de 134 points de base grâce à un bon effet de levier opérationnel. La performance globale a été atténuée dans une certaine mesure par les effets négatifs de périmètre (31 points de base) et de change.

Réalisations en matière de durabilité

Au cours du premier semestre 2024, les services de transition ont continué de croître à mesure que le Groupe accompagne la transformation ESG de ses clients. Les services fournis ont couvert un large éventail parmi lesquels des audits de traçabilité, des tests sur Produits chimiques responsables, des tests de matériaux et de l'éco-conception. Le Groupe s'est également vu attribuer un contrat avec une entreprise de bricolage au Portugal afin de fournir des services de Certification concernant des déclarations de durabilité. Il a également décroché plusieurs programmes de tests RSL (« *Restricted Substances List* » ou liste des substances restreintes) pour différentes marques de luxe.

1.4. FLUX DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1 FLUX DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Résultat avant impôts	362,7	358,0
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	7,9	16,1
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	53,7	13,2
Amortissements et dépréciations	127,3	135,3
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(168,1)	(196,2)
Impôts payés	(121,1)	(104,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	262,4	222,1
Acquisitions de filiales	(70,0)	(14,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(61,6)	(79,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,7	3,4
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(4,8)	(5,2)
Cessions d'actifs financiers non courants	4,3	5,1
Variation des prêts et avances consentis	0,2	1,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(130,2)	(88,7)
Augmentation de capital	12,5	2,9
Acquisition / Cession d'actions propres	(199,2)	(1,1)
Dividendes versés	(9,1)	(13,3)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	492,0	-
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(6,2)	(0,1)
Remboursement des dettes envers les actionnaires	(6,9)	(0,2)
Remboursement des dettes et intérêts de location	(60,9)	(63,9)
Intérêts payés	(12,6)	(13,8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	209,6	(89,5)
Incidence des écarts de change	6,2	(16,5)
Variation de la trésorerie nette	348,0	27,4
Trésorerie nette au début de la période	1 170,1	1 655,7
Trésorerie nette à la fin de la période	1 518,1	1 683,1
<i>dont disponibilités et équivalent de trésorerie</i>	<i>1 522,4</i>	<i>1 687,7</i>
<i>dont concours bancaires courants</i>	<i>(4,3)</i>	<i>(4,6)</i>

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Le flux net de trésorerie généré par l'activité (*cash flow* opérationnel) a augmenté de 18,1 % pour s'établir à 262,4 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 222,1 millions d'euros au premier semestre 2023. Cela résulte d'une amélioration de la variation négative du besoin en fonds de roulement (BFR) de 168,1 millions d'euros, contre une variation négative de 196,2 millions d'euros l'année précédente ; et ce malgré la forte croissance du chiffre d'affaires enregistrée au deuxième trimestre (+10,4 % sur une base organique).

Au 30 juin 2024, le besoin en fonds de roulement s'élève à 540,6 millions d'euros à comparer à 517,6 millions d'euros au 30 juin 2023. En pourcentage du chiffre d'affaires, le besoin en fonds de roulement a légèrement augmenté d'environ 20 points de base à 9,0 %, en comparaison à 8,8 % à la fin du premier semestre 2023.

Évolution du flux net de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)

Flux net de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2023	222,1
Variation organique	+ 65,2
Flux net de trésorerie généré par l'activité organique	287,3
Effet périmètre	+ 7,1
Flux net de trésorerie généré par l'activité à taux constant	294,4
Effet de change	(32,0)
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024	262,4

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du flux de trésorerie disponible au premier semestre 2024 et au premier semestre 2023 :

(en millions d'euros)

	S1 2024	S1 2023
Flux net de trésorerie généré par l'activité	262,4	222,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(59,9)	(76,4)
Intérêts payés	(12,6)	(13,8)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	189,9	131,9

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 189,9 millions d'euros au premier semestre 2024, par rapport à 131,9 millions d'euros au premier semestre 2023, soit une hausse de 44,0 % par rapport à l'exercice précédent. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a atteint 204,1 millions d'euros.

Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2023	131,9
Variation organique	72,2
Flux de trésorerie disponible organique	204,1
Effet périmètre	13,5
Flux de trésorerie disponible à taux constant	217,6
Effet de change	(27,7)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2024	189,9

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

L'inspection et la certification sont des activités de services peu intensives en capital alors que les activités d'analyse et de test en laboratoires requièrent des investissements en équipements. Ces dernières concernent les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières (Services au gouvernement faisant partie de l'activité Agroalimentaire & Matières Premières), nécessitant des équipements scanners et des systèmes d'information.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des cessions (Capex nets) est de 59,9 millions d'euros au premier semestre 2024, en baisse de 21,6 % en comparaison aux 76,4 millions d'euros au premier semestre 2023. Le montant net des investissements du Groupe exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires a diminué à 2,0 % afin de financer sa croissance dans ses activités de laboratoires. Il était en baisse de 60 points de base par rapport au niveau bas du premier semestre 2023 (2,6 %).

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en baisse à 12,6 millions d'euros au premier semestre 2024 à comparer à 13,8 millions d'euros au premier semestre 2023. Cette baisse s'explique principalement par :

- › la diminution du coût de couverture du risque de change financier
- › autres.

Cette baisse est compensée partiellement par la diminution des produits de trésorerie (hors intérêts courus).

Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

Acquisitions et cessions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2024.

(en millions d'euros)

	S1 2024	S1 2023
Prix des activités acquises	(55,9)	-
Trésorerie des sociétés acquises	1,3	-
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	6,8	-
Décaissements sur acquisitions antérieures	(20,4)	(13,8)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(68,2)	(13,8)
Frais d'acquisition	(1,8)	(0,2)
ACQUISITION DE FILIALES	(70,0)	(14,0)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au premier semestre 2024, les opérations d'acquisitions et de cessions d'actions propres réalisées par la Société ont généré une sortie de trésorerie nette de 199,2 millions d'euros, essentiellement dans le cadre du programme de rachat d'actions annoncé à l'occasion du *Capital Markets Day* du 20 mars 2024 et réalisé au cours du premier semestre de cette année. À ces opérations s'ajoutent 12,5 millions d'euros d'augmentations de capital.

Dividendes

Au premier semestre 2024, le poste « Dividendes versés » d'un montant total de 9,1 millions d'euros (13,3 millions d'euros au premier semestre 2023) se compose principalement des dividendes versés aux minoritaires et des retenues à la source sur les dividendes intra-groupe.

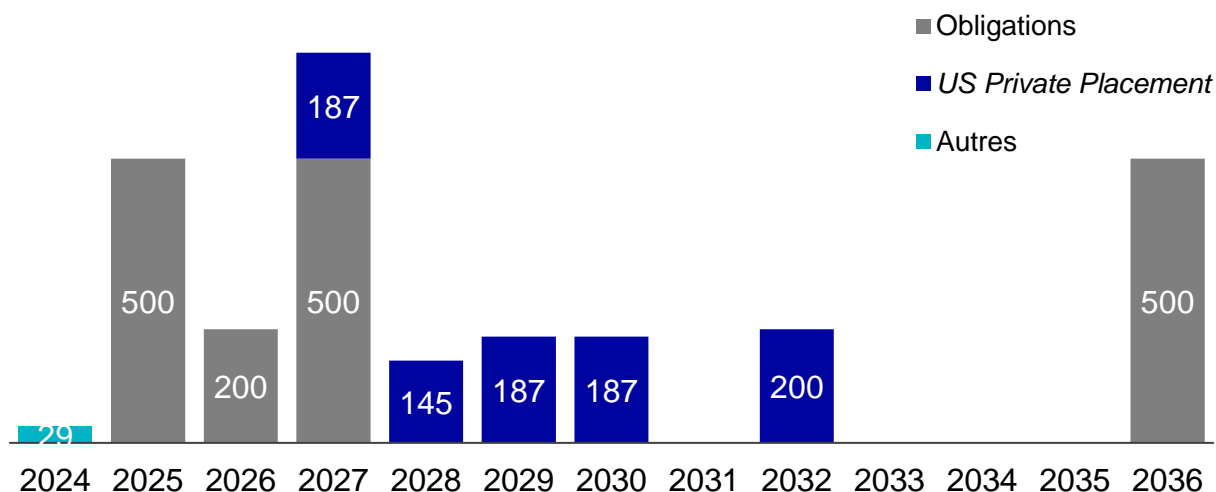
Tel que décrit dans la section 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2024, les actionnaires, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de Bureau Veritas, ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,83 euro par action au titre de l'exercice 2023, avec une mise en paiement en numéraire le 4 juillet 2024.

Dette financière

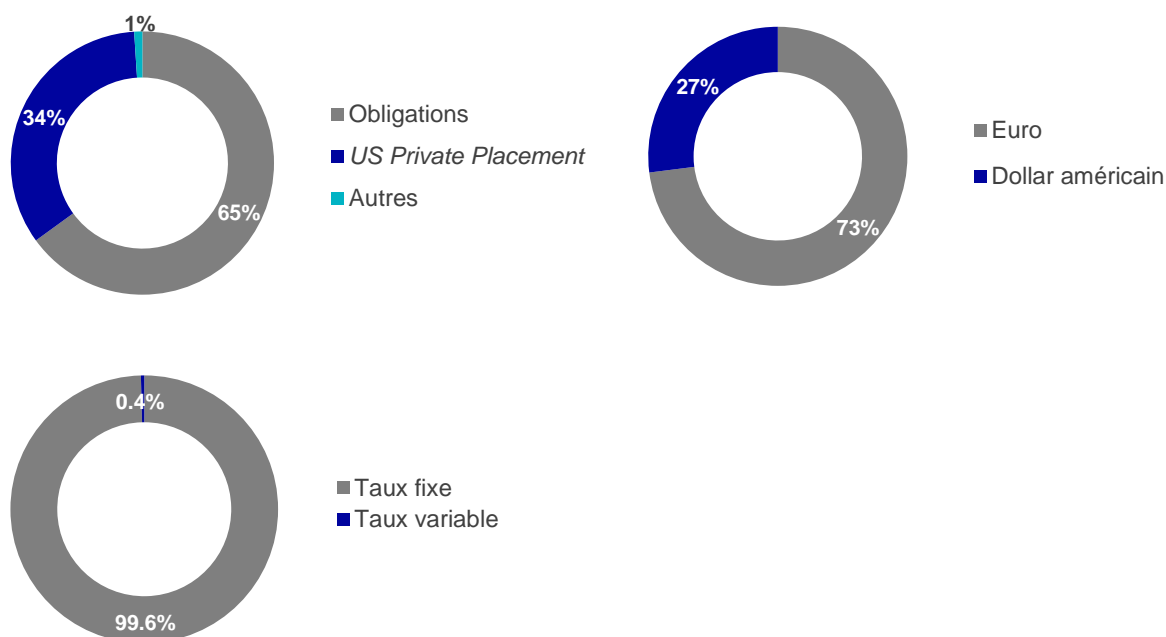
Le montant de la dette financière brute au bilan est en hausse de 523,4 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2023. L'augmentation de l'endettement brut s'explique principalement par une émission obligataire de 500 millions d'euros en mai 2024 et l'impact de l'appréciation de l'USD sur les emprunts libellés en USD.

1.4.2 FINANCEMENT

Profil de maturité de la dette au 30 juin 2024



Répartition de la dette au 30 juin 2024



Sources de financement du Groupe

Principales sources de financement

Au 30 juin 2024, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 634,3 millions d'euros et se compose de :

- › Financements non bancaires :
 - › le *US Private Placement* 2017 (186,8 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - › le *US Private Placement* 2018 (331,6 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
 - › le *US Private Placement* 2019 (186,8 millions d'euros) ;
 - › le *US Private Placement* 2022 (200,0 millions d'euros) ; et
 - › les émissions obligataires de 2016, 2018, 2019 et 2024 (1,7 milliard d'euros).
- › Financements bancaires :
 - › le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2024 »), non tiré ;
 - › les autres emprunts bancaires (11,4 millions d'euros) ;
 - › les concours bancaires (4,3 millions d'euros).
- › Frais d'emprunts et d'intérêts courus (13,4 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 déc. 2023
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 098,9	2 079,7
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	531,1	27,4
Concours bancaires	4,3	3,8
ENDETTEMENT BRUT TOTAL	2 634,3	2 110,9

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(en millions d'euros)	30 juin 2024	31 déc. 2023
Équivalents de trésorerie	524,7	422,5
Trésorerie	997,7	751,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 522,4	1 173,9
Endettement brut total	2 634,3	2 110,9
DETTE NETTE	1 111,9	937,0
Instrument de couverture de devises	0,3	(0,8)
DETTE NETTE AJUSTÉE	1 112,2	936,2

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que présentée ci-dessus) s'élève à 1 112,2 millions d'euros au 30 juin 2024 à comparer à 936,2 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Ratios bancaires

À la suite de la publication de sa notation financière A3 (perspective stable) par Moody's et dans le cadre du refinancement de son crédit syndiqué, les financements du Groupe ne sont plus soumis au respect de ratios définis contractuellement. Concernant les *US Private Placements*, les ratios d'endettement seraient de nouveau applicables contractuellement en cas de dégradation de la notation financière du Groupe.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2017

Le Groupe a mis en place en juillet 2017 deux placements privés aux États-Unis (« *USPP 2017* ») d'un montant total de 355 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ces contrats de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Septembre 2027	186,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2028	144,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2024, les lignes de financement de 200 millions et 155 millions de dollars américains portées par Bureau Veritas Holdings, Inc. sont tirées à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2018

Le Groupe a mis en place en décembre 2018 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2018 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2029	186,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2024, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tirée à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2019

Le Groupe a mis en place en novembre 2019 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2019 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2030	186,8	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2024, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains est tirée à 100 % en dollars américains.

US Private Placement 2022

Le Groupe a mis en place en septembre 2022 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2022 ») d'un montant total de 200 millions d'euros auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2032	200,0	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2024, la ligne de financement de 200 millions d'euros est tirée à 100 %.

Émissions obligataires 2016, 2018, 2019 et 2024

Le Groupe a réalisé quatre émissions obligataires non notées en 2016, 2018, 2019 et 2024 pour un total de 1,7 milliard d'euros. Les caractéristiques sont les suivantes :

Échéance	Montants <i>(en millions d'euros)</i>	Devise	Amortissement	Taux
Janvier 2025	500	EUR	<i>In fine</i>	1,875 %
Septembre 2026	200	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %
Janvier 2027	500	EUR	<i>In fine</i>	1,125%
Mai 2036	500	EUR	<i>In fine</i>	3,500 %

Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)

Le Groupe dispose d'un programme de *NEU CP* auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des *NEU CP* sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 600 millions d'euros.

Au 30 juin 2024, le Groupe n'a pas émis de *NEU CP*.

Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)

Le Groupe dispose d'un programme de *NEU MTN* auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés d'une durée de 1 à 3 ans. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2024, le programme *NEU MTN* n'est pas utilisé.

Crédit Syndiqué 2024

Le Groupe dispose d'une ligne de Crédit Syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été refinancée en juin 2024 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année.

Ce crédit syndiqué *revolving* intègre des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (« ESG ») à horizon 2030. Les trois critères extra-financiers sélectionnés pour être intégrés au calcul du coût du financement du Crédit Syndiqué sont les suivants :

- › Taux total d'accidents (TAR) : nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées ;
- › Taux de féminisation à des postes de direction : proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction) ;
- › Émissions de CO₂ (en tonnes par an) : émissions de gaz à effet de serre, tonnes de CO₂ équivalent pour les émissions nettes correspondant aux scopes 1 et 2 et s'agissant du scope 3 uniquement pour l'année 2030, sur une période de 12 mois consécutifs.

Ces indicateurs sont en ligne avec les indicateurs publiés par le Groupe. Les deux premiers indicateurs incluent une clause de rendez-vous pour les années 2029 et 2030 si le Groupe publie de nouvelles cibles.

Au 30 juin 2024, le Crédit Syndiqué 2024 n'est pas tiré.

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2024, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- › des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- › de sa trésorerie disponible.

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document d'enregistrement universel 2023 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 9 avril 2024 sous le numéro D. 24-0262 (chapitre 4 – Facteurs et gestion des risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la Note 18 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 du présent Rapport financier semestriel.

À l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font le cas échéant l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

Positions fiscales incertaines

Bureau Veritas SA et certaines filiales du Groupe font l'objet de vérification de comptabilité ou ont reçu des propositions de rectification qui ont engendré des discussions avec les autorités locales compétentes au stade contentieux ou précontentieux.

À ce stade d'avancement des dossiers en cours et sur la base des informations connues à ce jour, le Groupe considère que ces risques, contrôles ou redressements ont donné lieu au montant approprié des positions fiscales incertaines constatées dans les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Les provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 14, figurant à la section 2.2 – Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel, en ce qui concerne les litiges fiscaux relatifs aux impôts qui ne relèvent pas d'IAS 12.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les lecteurs sont invités à se référer à la Note 19 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Perspectives 2024 relevées

En tirant parti d'un pipeline de ventes sain et en croissance, d'une forte demande de la part des clients pour les « services liés à la nouvelle économie » et d'une forte croissance du marché sous-jacent, Bureau Veritas prévoit désormais pour l'ensemble de l'année 2024 d'atteindre :

- › une croissance organique élevée à un chiffre de son chiffre d'affaires (contre modérée à élevée à un chiffre précédemment) ;
- › une marge opérationnelle ajustée en amélioration à taux de change constant ;
- › des flux de trésorerie à un niveau élevé, avec un taux de conversion^d du *cash* supérieur à 90 %.

Le Groupe s'attend à ce que la croissance organique de son chiffre d'affaires au second semestre soit similaire à celle du premier semestre.

1.8. ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE

Néant.

^d (Flux net de trésorerie généré par l'activité – remboursement des dettes de location + impôt sur les sociétés) / résultat opérationnel ajusté

1.9. DÉFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

Le processus de gestion de Bureau Veritas repose sur les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-après. Ceux-ci ont été déterminés dans le cadre de la planification budgétaire et du *reporting* du Groupe, en interne et en externe. Bureau Veritas estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre de façon adéquate la performance du Groupe, notamment sur le plan opérationnel. En outre, certains de ces indicateurs font référence dans l'industrie du « TIC » (Test, Inspection, Certification) et sont ceux principalement utilisés et suivis par la communauté financière. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

1.9.1 CROISSANCE

Croissance totale du chiffre d'affaires

Le pourcentage de croissance totale du chiffre d'affaires est un ratio qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe tel qu'il existe à la fin de l'exercice N par rapport à l'exercice N-1. La croissance totale du chiffre d'affaires se décompose en trois éléments :

- › la croissance organique ;
- › l'impact périmètre ;
- › l'effet de change.

Ces différentes composantes sont présentées dans la section 1.3.1 – Chiffre d'affaires du présent Rapport financier semestriel. Enfin, l'évolution du chiffre d'affaires, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figure dans la section 1.3.8 – Résultats par activité du présent document.

Croissance organique

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » de son chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle pour chacun de ses secteurs d'activité.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est une croissance comparable. En effet, celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie du portefeuille d'activités. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : effet de variation de périmètre retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

Impact périmètre

Afin d'établir une comparaison à données comparables, l'impact des changements dans le périmètre de consolidation est déterminé :

- › pour les acquisitions de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises durant l'exercice N ;
- › pour les acquisitions de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises pendant les mois durant lesquels les activités acquises n'étaient pas consolidées en N-1 ;
- › pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 pendant les mois où les activités ne faisaient pas partie du Groupe durant l'exercice N ;
- › pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 avant la cession.

Effet de change

L'effet de change est calculé en convertissant le chiffre d'affaires de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

1.9.2 RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ ET MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE

Les deux indicateurs mentionnés ci-après correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance sous-jacente et intrinsèque du Groupe. En outre, Bureau Veritas estime que ces indicateurs, présentés au niveau du Groupe et pour chaque activité, sont plus représentatifs de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Les évolutions du résultat opérationnel ajusté et de la marge opérationnelle ajustée, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figurent dans la section 1.3.8 – Résultats par activité du présent Rapport financier semestriel.

Résultat opérationnel ajusté

Le résultat opérationnel ajusté correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustements suivants :

- › les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- › les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- › les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- › les résultats de cession de filiales et d'activités (y compris ajustement de juste valeur le cas échéant) et autres charges et produits relatifs aux acquisitions (honoraires et charges d'acquisition d'activités, ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités) ;
- › les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas,

reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Le résultat opérationnel ajusté organique représente le résultat opérationnel ajusté à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté.

La définition du résultat opérationnel ajusté ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 du présent Rapport financier semestriel.

Marge opérationnelle ajustée

La marge opérationnelle ajustée, présentée en pourcentage, correspond au résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ajustée peut être exprimée sur une base organique ou à taux de change constants, permettant dans ce dernier cas d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe.

Les frais de mission refacturés aux clients inclus précédemment au sein du poste « Achats et charges externes » sont désormais présentés séparément, sans impact sur le résultat opérationnel et le résultat net au premier semestre 2024 et 2023.

1.9.3 TAUX EFFECTIF D'IMPÔT AJUSTÉ

Le taux effectif d'impôt (TEI) représente la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt.

Le taux effectif d'impôt ajusté (TEI ajusté) représente la charge d'impôt ajustée de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement divisée par le résultat avant impôt avant prise en compte des éléments d'ajustement tels que définis dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

1.9.4 RÉSULTAT NET AJUSTÉ

Résultat net ajusté part du Groupe

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement et de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. Le résultat net ajusté part du Groupe exclut la part des intérêts minoritaires sur les éléments d'ajustements et ne concerne que les activités poursuivies.

Le résultat net ajusté part du Groupe peut être exprimé à taux de change constants, permettant ainsi d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe. L'effet de change est calculé sur la base de la conversion des différents éléments du compte de résultat de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

Les éléments d'ajustements figurent dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

Résultat net ajusté part du Groupe par action

Le résultat net ajusté part du Groupe par action, ou bénéfice net ajusté par action (BPA ajusté), correspond au résultat net ajusté part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur l'exercice, à l'exclusion des actions propres détenues par le Groupe.

1.9.5 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE

Le flux de trésorerie disponible correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité (ou *cash flow* opérationnel) retraité des éléments suivants :

- › acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- › cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- › intérêts payés.

Il est à noter que le flux net de trésorerie généré par l'activité est présenté après impôts payés.

Le flux de trésorerie disponible organique représente flux de trésorerie disponible à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- › à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- › à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible.

La définition du flux de trésorerie disponible ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 du présent Rapport financier semestriel. Les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible figurent dans la section 1.4.1 – Flux de trésorerie du présent document.

1.9.6 ENDETTEMENT FINANCIER

Endettement brut

L'endettement brut (ou dette financière brute) correspond aux emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits auxquels s'ajoutent les concours bancaires.

Endettement net

L'endettement net (ou dette financière nette) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement brut diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée des valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que des disponibilités.

Endettement net ajusté

L'endettement net ajusté (ou dette financière nette ajustée) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement net tenant compte des instruments de couverture de devises et de taux d'intérêt.

Les définitions de l'endettement financier ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 12 – Dette financière annexée aux états financiers consolidés, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 du présent Rapport financier semestriel.

1.9.7 EBITDA CONSOLIDÉ

L'EBITDA consolidé correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements et provisions ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise. L'EBITDA consolidé est utilisé par le Groupe dans le cadre du suivi des ratios bancaires.

1.9.8 STRATÉGIE RSE À HORIZON 2028 ET INDICATEURS EXTRA-FINANCIERS

Création du comité RSE

Après avoir annoncé en juin 2023 que ses objectifs à moyen terme ont été validés par l'initiative *Science Based Targets* (SBTi), Bureau Veritas a validé la création de son comité RSE. Ce Comité a pour mission de :

- › superviser la mise en œuvre des politiques et plans d'action liés au climat.
- › suivre les actions visant à réduire les émissions de GES et examiner l'allocation des ressources.
- › vérifier l'alignement des résultats avec les engagements SBTi.

Indicateurs clés – Responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

Bureau Veritas continue de s'engager en matière de durabilité.

Alignée avec l'Orientation Stratégique 2028 du Groupe, la stratégie développement durable de Bureau Veritas repose sur deux grands piliers :

- › L'offre de services ESG de Bureau Veritas qui répond aux nouveaux besoins de ses clients dans le cadre de leurs transitions environnementale et sociale;
- › La responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, qui traduit la mise en œuvre par Bureau Veritas de politiques durables pour répondre aux attentes de ses parties prenantes.

À travers sa mission et son engagement, Bureau Veritas contribue à « Bâtir un Monde de Confiance ». La stratégie de développement durable du Groupe s'inscrit pleinement dans cet objectif et vise ainsi à « Bâtir un Monde Meilleur ». Elle s'articule autour de trois axes stratégiques :

- › « Bâtir de Meilleures Relations Sociales » ;
- › « Contribuer à une Meilleure Protection de l'Environnement » ;
- › « Promouvoir les Meilleures Pratiques d'Affaires ».

Cette stratégie se concentre sur six priorités autour des trois piliers de durabilité : Environnement, Social et Gouvernance.

PILIER	PRIORITÉS	FOCUS
ENVIRONNEMENT	Climat	Système de gestion de l'environnement
		Émissions directes et indirectes de CO ₂
		Émissions de CO ₂ dans la chaîne de valeur
		Mix énergétique
	Circularité et biodiversité	Gestion et élimination des déchets
		Élimination des échantillons de laboratoire
SOCIAL	Santé et sécurité	Système de gestion de la sécurité
		Sécurité au volant et sur site
		Bien-être au travail
	Capital humain	Carrières durables
		Renforcement des capacités
		Culture inclusive et non-discriminatoire
Diversité	Diversité et égalité des chances	
	Équilibre hommes / femmes	
GOUVERNANCE	Éthique	Égalité salariale hommes et femmes
		Gouvernance efficace
		Qualité et conformité
		Protection des données et sécurité
		Droits de l'homme et achats responsables

Les objectifs arrêtés dans le cadre de la stratégie en matière de responsabilité sociale et environnementale traduisent l'ambition de Bureau Veritas d'être le leader RSE de son secteur d'activité.

L'ambition de Bureau Veritas à horizon 2028 est mise en œuvre à travers 19 thèmes prioritaires et pilotée au travers d'indicateurs clés.

Le Comité d'audit et des risques s'assure de la fiabilité de ces indicateurs et de leur cohérence. Par ailleurs, ils sont audités annuellement par un tiers indépendant et font l'objet d'une communication externe chaque année dans le cadre du Document d'enregistrement universel.

5 indicateurs sont communiqués sur une base trimestrielle :

PILIER	Priorités	Indicateurs clés	S1 2024	2023	Ambition 2028
ENVIRONNEMENT	Climat	Émissions de CO ₂ - scope 1 et 2 (en milliers de tonnes) ^e	147	149	107
SOCIAL	Santé et sécurité	Taux d'accidents total (TAR) ^f	0,25	0,25	0,23
	Capital humain	Heures de formation par employé ^g	13,9	36,1	40,0
	Diversité	Taux de féminisation des postes de direction (du Comité exécutif à la Bande II) ^h	28,4 %	29,3 %	36,0 %
GOVERNANCE	Ethique	% d'employés formés au Code d'Éthique de Bureau Veritas	98,8 %	97,4 %	99,0 %

Principales initiatives et récompenses en matière de RSE au premier semestre 2024

Au cours du premier semestre 2024, Bureau Veritas a mis en œuvre plusieurs actions et initiatives RSE, parmi lesquelles :

› Social

- › le Groupe a commencé à donner accès à une plateforme d'apprentissage numérique, *Coursera*, qui permettra à l'ensemble de ses collaborateurs de développer des compétences essentielles à leur croissance et à celle du Groupe. Cette plateforme décernera également des certificats de compétences et de connaissances.
- › dans le cadre de l'engagement de Bureau Veritas à créer une main-d'œuvre diversifiée et une culture inclusive, une série mensuelle de séminaires dédiés à ces sujets a été lancée. Pour démontrer le soutien de la direction exécutive à cette initiative, des membres du Comité Exécutif du Groupe en ont assuré la co-présentation.
- › les investissements du Groupe dans l'intelligence artificielle pour le recrutement se poursuivent, se manifestant notamment par le déploiement d'un module de mobilité interne destiné à accroître les opportunités de carrière pour les collaborateurs de Bureau Veritas.

^e Émissions de gaz à effet de serre, tonnes de CO₂ équivalent pour les émissions nettes correspondant aux scopes 1 et 2 sur une période de 12 mois consécutif (T2 2023 à T1 2024)

^f TAR : taux total d'accidents (nombre d'accidents avec et sans arrêt de travail x 200 000 / nombre d'heures travaillées).

^g Indicateur calculé sur une période de 6 mois pour le S1 2024 par rapport à une période de 12 mois pour les valeurs de l'exercice 2023 et l'ambition 2028.

^h Proportion de femmes du Comité exécutif à la Bande II (grade interne correspondant à un poste de direction) dans le Groupe (nombre de femmes en équivalent temps plein occupant un poste de direction / nombre total d'équivalents temps plein occupant des postes de direction).

- › un nombre record de personnes ont participé à la « Semaine de l'apprentissage au travail » où des séances sur les priorités émergentes, telles que la cybersécurité et l'intelligence artificielle, ont été proposées aux employés.

› **Récompenses**

Au cours du premier semestre 2024, Bureau Veritas a reçu plusieurs récompenses en matière de RSE :

- › le Groupe figure dans le classement « *Diversity Leaders 2024* » du *Financial Times*.
- › dans le cadre de l'édition 2024 du palmarès Epoka x Ifop x Occurrence des « Entreprises préférées des étudiants et Jeunes Diplômés », Bureau Veritas figure parmi le top 3 des entreprises les plus attractives du secteur « Service aux entreprises ».
- › le 18 Juin, AMRAE et Ernst & Young ont décerné à Bureau Veritas le prix spécial du jury RTA (*Risk Transformation Award*) dans la catégorie risque ESG.

Engagement en matière de responsabilité sociale des entreprises

Bureau Veritas aide les entreprises, les gouvernements et les autorités publiques à réduire leurs risques en termes de santé, de qualité, de sécurité, de protection de l'environnement et de responsabilité sociale. Ces défis sont au cœur des aspirations sociétales.

Être une entreprise *Business to Business to Society* s'accompagne d'un devoir : être exemplaire en termes de développement durable en interne et être un modèle pour l'industrie en termes d'impact positif sur les personnes et la planète.

L'engagement du Groupe en matière de RSE est d'agir de manière responsable afin de Bâtir un Monde Meilleur. Cet engagement a été une nouvelle fois reconnu au cours du premier semestre 2024, témoignant ainsi des efforts constants de Bureau Veritas en matière de développement durable.

› **Bureau Veritas adhère au Pacte Mondial des Nations Unies**

Le 26 février 2024, Bureau Veritas a annoncé son adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies, la plus grande initiative mondiale en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Le Groupe confirme ainsi son engagement à respecter les Dix Principes de cette initiative volontaire, qui vise à faire progresser les principes universels en matière de droits de l'Homme, de travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

› **Forte reconnaissance par les agences de notation extra-financière**

Le 7 mars 2024, le Groupe a été classé à la première place de sa catégorie par *Morningstar Sustainalytics*. Avec une note de 9,1, le Groupe se place en première position de la catégorie '*Research and Consulting*' sur 72 entreprises et se trouve désormais dans la catégorie "Risque négligeable".

› **Transparency Awards 2024**

Le 4 juillet 2024, Bureau Veritas a gagné un *Transparency Awards 2024* décerné par Labrador dans la catégorie « CAC Large 60 ». Ce prix récompense la société du CAC Large 60 qui obtient le meilleur score sur l'ensemble des 337 critères d'évaluation de trois sources d'information publique : le Document d'enregistrement universel, la Brochure de convocation à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires et le site internet. En outre, le Groupe a réalisé une progression remarquable au sein du classement des sociétés les plus transparentes, en se classant 3ème parmi les 121 entreprises évaluées cette année.

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2024

2.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

<i>(en millions d'euros sauf les résultats par action)</i>	Notes	S1 2024	S1 2023
Chiffre d'affaires	5	3 021,7	2 904,2
Frais de mission refacturés aux clients		94,9	88,0
Chiffre d'affaires et frais de mission refacturés aux clients		3 116,6	2 992,2
Achats et charges externes	6	(948,8)	(916,9)
Frais de personnel		(1 598,7)	(1 532,6)
Impôts et taxes		(23,3)	(29,1)
(Dotations) / reprises de provisions		(8,4)	(11,1)
Dotations aux amortissements		(127,2)	(135,4)
Autres produits et charges d'exploitation	6	(21,7)	5,8
Résultat opérationnel	5	388,5	372,9
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(0,2)	0,3
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		388,3	373,2
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		22,6	22,4
Coût de l'endettement financier brut		(42,4)	(47,0)
Coût de l'endettement financier net		(19,8)	(24,6)
Autres produits et charges financiers		(5,8)	9,4
Résultat financier		(25,6)	(15,2)
Résultat avant impôts		362,7	358,0
Charge d'impôt		(115,9)	(113,2)
Résultat net		246,8	244,8
Intérêts minoritaires		(12,5)	(12,3)
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		234,3	232,5
<i>Résultat par action (en euros)</i>			
Résultat net	16	0,52	0,51
Résultat net dilué	16	0,51	0,51

Les Notes en pages 42 à 56 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Résultat net	246,8	244,8
<u>Autres éléments du résultat global</u>		
<i>Éléments recyclables en résultat</i>		
Écarts de conversion (1)	9,9	(73,7)
Couvertures de flux de trésorerie (2)	(0,2)	(0,3)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat	-	-
Total des éléments recyclables en résultat	9,7	(74,0)
<i>Éléments non recyclables en résultat</i>		
Gains / (pertes) actuariels (3)	4,1	(2,4)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	(1,1)	0,4
Total des éléments non recyclables en résultat	3,0	(2,0)
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)	12,7	(76,0)
RÉSULTAT GLOBAL	259,5	168,8
<i>revenant</i>		
aux actionnaires de la société	251,3	160,0
aux participations ne donnant pas le contrôle	8,2	8,8

- (1) Écart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. La variation de la période s'explique notamment par l'évolution contre euro du dollar des Etats-Unis pour 19,8 millions d'euros et du real brésilien pour (14,8) millions d'euros.
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

Les Notes en pages 42 à 56 font partie intégrante des états financiers résumés.

État de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2024	Décembre 2023
Écarts d'acquisition	8	2 181,7	2 127,4
Immobilisations incorporelles		366,6	360,0
Immobilisations corporelles		418,4	389,0
Droits d'utilisation		372,0	391,5
Actifs financiers non courants		99,3	108,9
Impôts différés actifs		125,9	136,6
Total actif non courant		3 563,9	3 513,4
Clients et autres débiteurs		1 664,9	1 584,5
Actifs sur contrats		323,5	325,9
Impôt sur le résultat - actif		78,5	33,5
Instruments financiers dérivés		3,3	4,1
Autres actifs financiers courants		7,1	9,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 522,4	1 173,9
Total actif courant		3 599,7	3 131,0
Actifs destinés à être cédés		38,0	-
TOTAL ACTIF		7 201,6	6 644,4
Capital		54,6	54,5
Réserves et résultat consolidés		1 575,4	1 881,6
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		1 630,0	1 936,1
Participations ne donnant pas le contrôle		67,8	57,7
Total capitaux propres		1 697,8	1 993,8
Dettes financières non courantes	12	2 098,9	2 079,7
Dettes de location non courantes		302,5	319,7
Autres passifs financiers non courants		59,7	73,7
Impôts différés passifs		89,9	85,0
Avantages au personnel à long terme		143,8	147,2
Provisions pour risques et charges	14	71,1	72,2
Total passif non courant		2 765,9	2 777,5
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 178,8	1 273,4
Passifs sur contrats		269,0	257,2
Impôt sur le résultat exigible		126,5	98,5
Dettes financières courantes	12	535,4	31,2
Dettes de location courantes		109,1	107,5
Instruments financiers dérivés		3,6	3,3
Autres passifs financiers courants		480,1	102,0
Total passif courant		2 702,5	1 873,1
Passifs destinés à être cédés		35,4	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		7 201,6	6 644,4

Les Notes en pages 42 à 56 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)

	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
Au 31 Décembre 2022	54,3	212,2	(304,7)	1 966,2	1 928,0	1 862,1	65,9
Augmentation de capital	0,1	2,9	-	(0,1)	2,9	2,9	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	12,9	12,9	12,9	-
Dividendes distribués	-	-	-	(353,9)	(353,9)	(349,2)	(4,7)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(1,1)	(1,1)	(1,1)	-
Transactions sur participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(0,2)	(0,2)	(0,2)	-
Autres mouvements (1)	-	-	-	7,2	7,2	6,2	1,0
Total des opérations avec les actionnaires	0,1	2,9	-	(335,2)	(332,2)	(328,5)	(3,7)
Résultat net	-	-	-	244,8	244,8	232,5	12,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(73,7)	(2,3)	(76,0)	(72,5)	(3,5)
Résultat global	-	-	(73,7)	242,5	168,8	160,0	8,8
30 Juin 2023	54,4	215,1	(378,4)	1 873,5	1 764,6	1 693,6	71,0
Au 31 Décembre 2023	54,5	217,8	(399,9)	2 121,4	1 993,8	1 936,1	57,7
Augmentation de capital	0,1	14,5	-	-	14,6	14,6	-
Charge IFRS 2 des plans de stock-options et d'actions de performance	-	-	-	12,1	12,1	12,1	-
Dividendes distribués	-	-	-	(375,8)	(375,8)	(371,9)	(3,9)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(199,2)	(199,2)	(199,2)	-
Entrées de périmètre	-	-	-	4,6	4,6	-	4,6
Transactions sur participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	0,2	0,2	-	0,2
Autres mouvements (1)	-	-	-	(12,0)	(12,0)	(13,0)	1,0
Total des opérations avec les actionnaires	0,1	14,5	-	(570,1)	(555,5)	(557,4)	1,9
Résultat net	-	-	-	246,8	246,8	234,3	12,5
Autres éléments du résultat global	-	-	9,9	2,8	12,7	17,0	(4,3)
Résultat global	-	-	9,9	249,6	259,5	251,3	8,2
30 Juin 2024	54,6	232,3	(390,0)	1 800,9	1 697,8	1 630,0	67,8

- (1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement de :
- › la variation de la juste valeur des puts sur minoritaires ;
 - › transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les Notes en pages 42 à 56 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	S1 2024	S1 2023
Résultat avant impôts		362,7	358,0
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		7,9	16,1
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		53,7	13,2
Amortissements et dépréciations		127,3	135,3
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	15	(168,1)	(196,2)
Impôts payés		(121,1)	(104,3)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		262,4	222,1
Acquisitions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie acquise	9	(70,0)	(14,0)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(61,6)	(79,8)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		1,7	3,4
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(4,8)	(5,2)
Cessions d'actifs financiers non courants		4,3	5,1
Variation des prêts et avances consentis		0,2	1,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(130,2)	(88,7)
Augmentation du capital		12,5	2,9
Acquisition / Cession d'actions propres		(199,2)	(1,1)
Dividendes versés		(9,1)	(13,3)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		492,0	-
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(6,2)	(0,1)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		(6,9)	(0,2)
Remboursement des dettes et intérêts de location		(60,9)	(63,9)
Intérêts payés		(12,6)	(13,8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		209,6	(89,5)
Incidence des écarts de change		6,2	(16,5)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		348,0	27,4
Trésorerie nette au début de la période		1 170,1	1 655,7
TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PÉRIODE		1 518,1	1 683,1
<i>Dont disponibilités et équivalents de trésorerie</i>		<i>1 522,4</i>	<i>1 687,7</i>
<i>Dont concours bancaires courants</i>	12	<i>(4,3)</i>	<i>(4,6)</i>

Les Notes en pages 42 à 56 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RÉSUMÉS

NOTE 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bureau Veritas SA (la « **Société** ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « **Bureau Veritas** » ou le « **Groupe** »).

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas SA est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration soumise aux dispositions du Livre II du Code de commerce applicables aux sociétés commerciales ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés commerciales et à ses statuts.

Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France. Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro d'identification 775 690 621 RCS Nanterre. Le Code APE de la Société qui identifie le type d'activité de l'entreprise est le 7120B. Il correspond à l'activité analyses, essais et inspections techniques. Le numéro LEI (*Legal Entity Identifier*) de la Société est 969500TPU5T3HA5D1F11.

La Société a été constituée par acte des 2 et 9 avril 1868 reçu par Maître Delaunay, notaire à Paris. La durée de la Société expirera, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires conformément à la loi et aux statuts, le 31 décembre 2080.

Son exercice social débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le site internet de la Société est accessible à l'adresse suivante : <https://group.bureauveritas.com/fr>.

De 2004 à octobre 2007, le Groupe était détenu à plus de 99 % par Wendel. Le 24 octobre 2007, 37,2 % des titres de Bureau Veritas SA ont été admis sur le marché Euronext Paris.

Au 30 juin 2024, Wendel détient 26,46 % du capital de Bureau Veritas et 41,13 % des droits de vote théoriques.

La Société consolidante ultime de Bureau Veritas est Wendel-Participations SE.

Ces états financiers consolidés semestriels résumés ont été arrêtés le 25 juillet 2024 par le Conseil d'administration.

NOTE 2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2024

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2024, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

- › OneTech Corp et Kostec Co. Ltd, deux sociétés basées en Corée du Sud et spécialisées dans les services d'essais et de certification pour les produits électriques et électroniques grand public ;
- › Hi-Physix Laboratory India Pvt., une société indienne spécialisée dans les services d'essais et de certification pour les produits électriques et électroniques grand public.

Les acquisitions de la période sont définies dans la Note 9 – Acquisitions et cessions.

Dividende

À l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire de Bureau Veritas, les actionnaires ont approuvé la distribution d'un dividende de 0,83 euro par action au titre de l'exercice 2023 avec une mise en paiement, en numéraire, le 4 juillet 2024.

Financement et note de crédit

Le 24 avril 2024, Bureau Veritas a annoncé l'attribution par l'agence de notation Moody's de sa première note de crédit à long terme, avec la note A3 accompagnée d'une perspective stable.

Le 16 mai 2024, le Groupe a annoncé le succès de l'émission d'une nouvelle obligation notée A3 de 500 millions d'euros à échéance mai 2036, assortie d'un coupon à 3,50%.

Programme de rachat d'actions

Le Groupe a exécuté au cours du premier semestre un programme de rachat d'actions d'un montant total de 200 millions d'euros au travers de :

- › l'acquisition d'environ 0,8% des actions de la Société, soit l'équivalent de 100 millions d'euros, le 5 avril 2024, réalisée dans le cadre du placement Wendel ;
- › l'utilisation des 100 millions d'euros restants par la Groupe en mai et en juin 2024, faisant ainsi l'acquisition supplémentaire de 0,8 % des actions de la Société.

NOTE 3 PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2024 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Les frais de mission refacturés aux clients inclus précédemment au sein du poste « Achats et charges externes » sont désormais présentés séparément, sans impact sur le résultat opérationnel et le résultat net aux premiers semestres 2024 et 2023.

Évolution du référentiel IFRS

Les normes et textes applicables par le Groupe et entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024 sont les suivants :

- › amendement d'IFRS 16, Passif locatif découlant d'une cession-bail ;
- › amendements d'IAS 1, Présentation des états financiers : classement des dettes en courant ou non courant et passifs non courants assortis de clauses restrictives ;
- › amendement IAS 7 et IFRS 7, Affacturage inversé - Accords de financement des dettes fournisseurs.

Ces textes n'ont pas d'incidence significative au 30 juin 2024.

NOTE 4 INDICATEURS FINANCIERS NON DÉFINIS PAR LES NORMES IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS. Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

Le résultat opérationnel ajusté représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des éléments d'ajustement suivants :

- › les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- › les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- › les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- › les honoraires et charges d'acquisitions d'activités ;
- › les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
- › les résultats de cession de filiales et d'activités, y compris ajustement de juste valeur le cas échéant ;
- › les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Comme le chiffre d'affaires, il s'agit d'un indicateur majeur suivi de manière interne, considéré par la Direction du Groupe comme représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Résultat opérationnel	388,5	372,9
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	21,5	21,1
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	1,3	21,4
Charges de restructuration	7,8	18,6
Résultats de cession de filiales et d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	32,8	0,2
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ	451,9	434,2

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe retraité des éléments d'ajustement nets d'impôt. Il ne concerne que le résultat des activités poursuivies.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Résultat net part du Groupe	234,3	232,5
Éléments d'ajustement	63,4	61,3
Effet d'impôt sur éléments d'ajustement	(7,7)	(15,6)
Intérêts minoritaires sur éléments d'ajustement	(1,7)	(1,9)
RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE	288,3	276,3

Le **flux de trésorerie disponible** correspond aux flux nets de trésorerie liés à l'activité, retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers nets payés :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Flux net de trésorerie généré par l'activité	262,4	222,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(61,6)	(79,8)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1,7	3,4
Intérêts payés	(12,6)	(13,8)
FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE	189,9	131,9

Le **taux effectif d'impôt ajusté** est défini dans la Note 7 – Impôt sur le résultat. La **dette financière nette ajustée** est définie dans la Note 12 – Dette Financière.

NOTE 5 INFORMATION SECTORIELLE

Les types de services générant le chiffre d'affaires des différentes activités sont définis dans la Note 7 – Information sectorielle de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2023.

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel ajusté est présentée telle qu'elle est suivie par le management du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel ajusté	
	S1 2024	S1 2023	S1 2024	S1 2023
Marine & Offshore	251,3	228,6	61,6	56,5
Agroalimentaire & Matières Premières	613,9	611,5	75,6	82,3
Industrie	624,0	617,4	79,3	76,1
Bâtiment & Infrastructures	896,7	869,7	104,3	106,4
Certification	255,3	227,9	50,0	41,7
Biens de consommation	380,5	349,1	81,1	71,2
TOTAL	3 021,7	2 904,2	451,9	434,2

La répartition géographique du chiffre d'affaires présentée ci-dessous est fondée sur le lieu dans lequel l'entité juridique est implantée, à l'exception de certains contrats mondiaux qui peuvent être opérés par une autre filiale que l'entité de facturation et dont le chiffre d'affaires est alloué à la région d'opération.

Cette répartition du chiffre d'affaires par région est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Europe	35,0%	34,8%
Asie & Pacifique	28,4%	28,1%
Amériques	26,9%	28,1%
Afrique & Moyen-Orient	9,7%	9,0%
TOTAL	100,0%	100,0%

NOTE 6 ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Les principaux postes concourant à la formation des postes « Achats & charges externes » et « Autres produits et charges d'exploitation » inclus dans le résultat opérationnel se présentent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Achats de matières	(85,8)	(99,6)
Sous-traitance opérationnelle	(308,7)	(300,5)
Locations immobilières et mobilières	(37,9)	(35,6)
Transports et déplacements	(244,0)	(224,0)
Autres services extérieurs	(272,4)	(257,2)
Total achats et charges externes	(948,8)	(916,9)
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,0	(7,6)
Gains/pertes sur cessions de filiales et d'activités	(30,3)	-
Autres produits et charges d'exploitation	6,6	13,4
Total autres produits et charges d'exploitation	(21,7)	5,8

Le poste « Gains/pertes sur cessions de filiales et d'activités » comprend notamment un ajustement de juste valeur de (30,5) millions d'euros dans le cadre du projet de cession de son activité non stratégique de supervision technique de projets de construction en Chine.

NOTE 7 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 115,9 millions d'euros au premier semestre 2024, contre 113,2 millions d'euros au premier semestre 2023. Les conséquences de la réglementation Pilier II ont été prises en compte dans le calcul de la charge d'impôt du premier semestre 2024 et n'ont pas d'incidence significative.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, s'établit à 32,0 % au premier semestre 2024 contre 31,6 % au premier semestre 2023.

Le TEI ajusté est de 29,0 %, en diminution de 1,7 point par rapport au premier semestre 2023. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustements.

La baisse observée résulte principalement d'une diminution du montant des retenues à la source supportées sur la période.

NOTE 8 ÉCARTS D'ACQUISITION

Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2024

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Valeur brute	2 268,5	2 287,7
Pertes de valeur	(141,1)	(144,0)
Écarts d'acquisition au 1er janvier	2 127,4	2 143,7
Acquisitions d'activités consolidées de la période	25,7	-
Écarts de conversion et autres mouvements	28,6	(28,4)
Écarts d'acquisition au 30 juin	2 181,7	2 115,3
Valeur brute	2 323,7	2 255,7
Pertes de valeur	(142,0)	(140,4)
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN	2 181,7	2 115,3

Dépréciation des écarts d'acquisition – Méthodologie et Résultats

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le cadre du processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés aux groupes d'UGT correspondant aux différentes lignes de business du groupe.

Au 30 juin 2024, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

NOTE 9 ACQUISITIONS ET CESSIONS

Acquisitions de la période

Au cours de l'exercice 2024, le Groupe a réalisé les acquisitions suivantes :

ACQUISITIONS À 100 %

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pays
Avril	Kostec Co. Ltd	CPS	Corée du Sud

ACQUISITIONS INFÉRIEURES À 100 %

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pourcentage acquis	Pays
Avril	Hi Physix Laboratory India Private Ltd	CPS	70%	Inde
Juin	OneTech Corp	CPS	80%	Corée du Sud

Pour déterminer le montant de l'écart d'acquisition relatif à ces acquisitions, la méthode du goodwill partiel a été appliquée pour laquelle les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets identifiables acquis.

L'affectation du prix des acquisitions 2024 aux actifs, passifs et passifs éventuels identifiables a été réalisée à la clôture de l'exercice, sur la base des informations et des évaluations provisoires disponibles à cette date.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du premier semestre 2024 :

(en millions d'euros)	S1 2024		S1 2023	
Prix des activités acquises		55,9		-
Coût des actifs acquis et passifs assumés		55,9		-
<i>Actifs acquis et passifs assumés</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
Total des actifs acquis et passifs assumés	9,8	30,1	-	-
ÉCARTS D'ACQUISITION		25,7		-

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Impact des variations de périmètre sur la trésorerie

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

(en millions d'euros)	S1 2024	S1 2023
Prix des activités acquises	(55,9)	-
Trésorerie des sociétés acquises	1,3	-
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	6,8	-
Décaissements sur acquisitions antérieures	(20,4)	(13,8)
IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE	(68,2)	(13,8)

Le montant de (70,0) millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales et d'activités, nettes de la trésorerie acquise » du tableau consolidé des flux de trésorerie au titre du premier semestre 2024 comprend pour (1,8) million d'euros des frais d'acquisition.

Compléments de prix non décaissés

Les ajustements de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} juillet 2023 ont été estimés au cours de l'exercice, ayant conduit le Groupe à constater une charge de 0,8 million d'euros (aucun impact au cours du premier semestre 2023).

Le montant figurant au bilan au titre des compléments de prix d'acquisition et des ajustements de prix s'établit à 23,1 millions d'euros au 30 juin 2024 (contre 35,0 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Actifs et passifs destinés à être cédés

Dans le cadre de la gestion active de son portefeuille d'activités, le Groupe a engagé le processus de cession de son activité non stratégique de supervision technique de projets de construction en Chine. Ce processus étant en cours au 30 juin 2024, les actifs et passifs afférents ont été reclassés sur des lignes dédiées du bilan pour leur valeur nette comptable.

La valeur nette comptable des actifs nets destinés à être cédés étant supérieure au prix de cession estimé, un ajustement de juste valeur d'un montant de (30,5) millions d'euros a été comptabilisé au 30 juin 2024.

NOTE 10 CAPITAL SOUSCRIT

Augmentation de capital

En lien avec l'exercice de 712 134 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 0,1 million d'euros en capital et 14,5 millions d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2024 est de 454 583 654 actions.

Il était de 453 871 520 actions au 31 décembre 2023. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2024, le Groupe possédait 6 550 265 actions auto-détenues dont la valeur comptable était inscrite en diminution des capitaux propres.

NOTE 11 PAIEMENTS EN ACTIONS

Descriptif des plans d'options ou d'achats d'actions

Attributions de la période

Par décision du Conseil d'administration le 20 juin 2024, le Groupe a attribué aux salariés du Comité exécutif et au mandataire social 651 580 options de souscription ou d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 27,73 euros. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

Les attributions sont subordonnées aux conditions suivantes :

- › une condition de présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers pour l'année 2026 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes pour l'année 2026 (taux d'émission de CO2 par salarié et taux de féminisation à des postes de direction) ;
- › la réalisation d'un objectif financier basé sur le Total Shareholder Return (TSR) pendant trois ans, pour 10 % de l'attribution. Le TSR est un indicateur qui détermine le rendement d'une action de la Société pour l'actionnaire sur une période donnée en prenant en compte à la fois le dividende et l'appréciation du cours de bourse de l'action.

Par décision du Conseil d'administration le 20 juin 2024, le Groupe a attribué à certains salariés non membres du Comité exécutif 279 050 options de souscription ou d'achat d'action. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 27,73 euros. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

Les attributions sont subordonnées aux conditions suivantes :

- › la présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers internes pour l'année 2026 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes pour l'année 2026 (taux d'émission de CO2 par salarié et taux de féminisation à des postes de direction).

Évaluation

La juste valeur unitaire des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées en juin 2024 ressort à 2,47 euros (2023 : 3,86 euros) pour les options soumises à condition de TSR et à 3,41 euros (2023 : 4,01 euros) pour les autres options. Ces valeurs ont été déterminées à l'aide des modèles Monte Carlo et Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- › prix d'exercice de 27,73 euros (2023 : 24,16 euros) ;
- › volatilité attendue de l'action de 18,9 % (2023 : 19,1 %) ;
- › rendement annuel moyen du dividende de 3,5 % (2023 : 3,5 %) ;
- › durée anticipée de l'option de 6,5 ans (2023 : 6,5 ans) ;
- › taux d'intérêt sans risque de 3,0 % (2023 : 2,9 %).

Le nombre d'options à acquérir est estimé selon un taux de réalisation de l'objectif de performance de 100 % et un taux d'attrition de 1 % par an.

Descriptif des plans d'attribution d'actions de performance

Attributions de la période

Par décision du Conseil d'administration le 20 juin 2024, le Groupe a attribué aux salariés du Comité exécutif et au mandataire social 246 900 actions de performance. Les attributions sont subordonnées aux conditions suivantes :

- › une condition de présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers pour l'année 2026 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes pour l'année 2026 (taux d'émission de CO2 par salarié et taux de féminisation à des postes de direction) ;
- › la réalisation d'un objectif financier basé sur le Total Shareholder Return (TSR) pendant trois ans, pour 10 % de l'attribution. Le TSR est un indicateur qui détermine le rendement d'une action de la Société pour l'actionnaire sur une période donnée en prenant en compte à la fois le dividende et l'appréciation du cours de bourse de l'action.

Par décision du Conseil d'administration le 20 juin 2024 le Groupe a attribué à certains salariés non membres du Comité exécutif 834 725 actions de performance. Les attributions sont subordonnées aux conditions suivantes :

- › la présence pendant trois ans ;
- › la réalisation d'objectifs financiers internes pour l'année 2026 ;
- › la réalisation d'objectifs RSE internes pour l'année 2026 (taux d'émission de CO2 par salarié et taux de féminisation à des postes de direction).

Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées en juin 2024 soumises à condition de TSR ressort à 14,79 euros (2023 : 11,56 euros) et à 23,95 euros (2023 : 22,90 euros) pour les autres actions. Ces valeurs ont été déterminées à l'aide des modèles Monte Carlo et Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- › prix de l'action à la date d'attribution ;
- › volatilité attendue de l'action 16,7 % (2023 : 18,0 %) ;
- › rendement annuel moyen du dividende de 3,5 % (2023 : 3,5 %) ;
- › taux d'intérêt sans risque 3,0 % (2023 : 3,0 %).

Par ailleurs, le nombre d'actions considéré pour la détermination de la charge IFRS 2 s'appuie sur la réalisation de l'objectif de performance à hauteur de 100 % et un taux d'attrition de 1 % par an

Impact dans les comptes semestriels

Au premier semestre 2024, la charge nette totale relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 12,1 millions d'euros (premier semestre 2023 : 12,9 millions d'euros) :

- › la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,4 million d'euros (premier semestre 2023 : 1,5 million d'euros).
- › la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 10,7 millions d'euros (premier semestre 2023 : 11,4 millions d'euros).

NOTE 12 DETTE FINANCIÈRE

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30 Juin 2024					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	898,9	-	(1,0)	516,9	383,0
Émission Obligataire	1 200,0	-	-	700,0	500,0
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 098,9	-	(1,0)	1 216,9	883,0
Au 31 Décembre 2023					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31,1	31,1	-	-	-
Émission Obligataire	500,0	500,0	-	-	-
Concours bancaires	4,3	4,3	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	535,4	535,4	-	-	-
Au 31 Décembre 2023					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	879,7	-	(1,0)	318,9	561,8
Émission Obligataire	1 200,0	-	500,0	700,0	-
DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE	2 079,7	-	499,0	1 018,9	561,8
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	27,4	27,4	-	-	-
Concours bancaires	3,8	3,8	-	-	-
DETTE FINANCIÈRE COURANTE	31,2	31,2	-	-	-

Le montant de la dette financière brute a augmenté de 523,4 millions d'euros entre le 31 décembre 2023 et le 30 juin 2024 pour atteindre 2 634,3 millions d'euros.

Cette augmentation s'explique principalement par une émission obligataire d'un montant de 500 millions d'euros visant à refinancer par anticipation la tombée obligataire 2025.

Ratios d'endettement

À la suite de la publication de sa notation financière A3 (perspective stable) par Moody's et dans le cadre du refinancement de son crédit syndiqué, les financements du Groupe ne sont plus soumis au respect de ratios définis contractuellement.

Concernant les *US Private Placements*, les ratios d'endettement seraient de nouveau applicables contractuellement en cas de dégradation de la notation financière du Groupe.

Répartition par devise

Au 30 juin 2024, la décomposition par devise de la dette financière brute hors concours bancaires se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Jun 2024	Décembre 2023
Dollar US (USD)	713,2	690,9
Euro (EUR)	1 905,7	1 416,2
Autres devises	11,1	-
TOTAL	2 630,0	2 107,1

Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2024, la dette financière brute hors concours bancaires est à 99,6% à taux fixe.

(en millions d'euros)	Jun 2024	Décembre 2023
Taux fixe	2 618,9	2 107,1
Taux variable	11,1	-
TOTAL	2 630,0	2 107,1

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la dette financière nette ajustée telle que présentée ci-dessous :

(en millions d'euros)	Jun 2024	Décembre 2023
Dette financière non courante	2 098,9	2 079,7
Dette financière courante	535,4	31,2
DETTE FINANCIÈRE BRUTE	2 634,3	2 110,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 522,4)	(1 173,9)
DETTE FINANCIÈRE NETTE	1 111,9	937,0
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	0,3	(0,8)
DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE	1 112,2	936,2

NOTE 13 GARANTIES ET CAUTIONS DONNÉES

Les garanties et cautions données par le Groupe au 30 juin 2024 sont stables par rapport au 31 décembre 2023.

NOTE 14 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La variation des provisions pour risques et charges au cours du premier semestre 2024 se présente ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Décembre 2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Écarts de conversion et autres mouvements	Juin 2024
Provisions pour litiges sur contrats	33,0	3,5	(2,2)	(2,6)	0,1	-	31,8
Autres provisions pour risques et charges	39,2	10,3	(7,7)	(2,2)	-	(0,3)	39,3
TOTAL PROVISIONS	72,2	13,8	(9,9)	(4,8)	0,1	(0,3)	71,1

Provisions pour litiges sur contrats

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires. Ces dernières visent en particulier à mettre en cause la responsabilité civile professionnelle de Bureau Veritas.

Bien qu'une grande attention soit portée à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines procédures peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires. Dans ces cas, les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions pour risques dont le montant pris individuellement est non significatif.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

NOTE 15 VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ A L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (168,1) millions d'euros au 30 juin 2024 contre (196,2) millions d'euros au 30 juin 2023.

Elle se ventile comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2024	S1 2023
Créances clients et actifs sur contrats	(112,6)	(97,5)
Fournisseurs et comptes rattachés	20,6	(16,6)
Autres débiteurs et créditeurs	(76,1)	(82,1)
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ	(168,1)	(196,2)

NOTE 16 RÉSULTAT PAR ACTION

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à l'exception des actions propres détenues par le Groupe au cours de la période.

	S1 2024	S1 2023
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	234 268	232 455
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	451 681	452 413
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)	0,52	0,51

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en ajoutant au nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat de base le nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

	S1 2024	S1 2023
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	234 268	232 455
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	455 738	456 653
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)	0,51	0,51

NOTE 17 DIVIDENDE PAR ACTION

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 20 juin 2024. À cette occasion, l'ensemble des résolutions soumises au vote de l'Assemblée Générale ont été adoptées, parmi lesquelles l'approbation du versement d'un dividende de 0,83 euro par action à payer en numéraire le 4 juillet 2024.

NOTE 18 INFORMATION COMPLÉMENTAIRE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

	Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9				
	Valeur au bilan	Coût amorti	Hiérarchie de la juste valeur selon la norme IFRS 7		Juste valeur totale
			Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
<i>(en millions d'euros)</i>					
Au 30 Juin 2024					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	106,4	104,5	-	1,9	106,4
Instruments financiers dérivés	3,3	-	-	3,3	3,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 522,4	-	-	1 522,4	1 522,4
<i>dont Équivalents de trésorerie</i>	-	-	-	524,8	524,8
<i>dont Trésorerie</i>	-	-	-	997,6	997,6
<i>Niveau 1</i>			-	1 522,4	
<i>Niveau 2</i>			-	5,2	
<i>Niveau 3</i>			-	-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 634,3	2 634,3	-	-	2 489,3
Autres passifs financiers	539,8	411,6	128,2	-	539,8
Dettes financières de location	411,6	411,6	-	-	411,6
Instruments financiers dérivés	3,6	-	-	3,6	3,6
<i>Niveau 1</i>			-	-	
<i>Niveau 2</i>			128,2	3,6	
<i>Niveau 3</i>			-	-	
Au 31 Décembre 2023					
Actifs financiers					
Autres actifs financiers	118,0	116,6	-	1,4	118,0
Instruments financiers dérivés	4,1	-	-	4,1	4,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 173,9	-	-	1 173,9	1 173,9
<i>dont Équivalents de trésorerie</i>	-	-	-	422,5	422,5
<i>dont Trésorerie</i>	-	-	-	751,4	751,4
<i>Niveau 1</i>			-	1 173,9	
<i>Niveau 2</i>			-	5,5	
<i>Niveau 3</i>			-	-	
Passifs financiers					
Dettes financières	2 110,9	2 110,9	-	-	2 009,2
Autres passifs financiers	175,7	55,0	120,7	-	175,7
Dettes financières de location	427,2	427,2	-	-	427,2
Instruments financiers dérivés	3,3	-	-	3,3	3,3
<i>Niveau 1</i>			-	-	
<i>Niveau 2</i>			120,7	3,3	
<i>Niveau 3</i>			-	-	

Au 30 juin 2024, le risque de conversion, le risque de change opérationnel, le risque de change financier ainsi que le risque de taux d'intérêt sont les mêmes que ceux décrits dans la Note 33 – Information complémentaire sur les instruments financiers de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2023.

Analyse de sensibilité au risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2024 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de celle-ci ou des devises qui lui sont corrélées s'élève à 8 %.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et s'appuie si nécessaire sur des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêt pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de *swaps*, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2024, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

La dette supérieure à cinq ans, soit 883,0 millions d'euros, est à taux fixe. Au 30 juin 2024 99,6% de la dette brute consolidée du Groupe hors concours bancaires était à taux fixe.

NOTE 19 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Au 30 juin 2024, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 34 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2023.

NOTE 20 ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE

En juillet 2024, le Groupe a conclu un accord afin d'acquérir la société Security Innovation, acteur basé aux États-Unis, spécialisé dans les services de sécurité des logiciels, axés sur les tests de logiciels, le conseil sur le cycle de développement de logiciels sécurisés (SDLC) et la formation.

NOTE 21 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Il n'y a pas de changement significatif dans la liste des sociétés consolidées par intégration globale ou mise en équivalence au 30 juin 2024 par rapport à celle figurant dans la Note 37 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2023.

2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2024 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2024)

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- › l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BUREAU VERITAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- › la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La Défense, le 25 juillet 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG Audit

Stéphane Basset

Serge Pottiez

3. DÉCLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2024 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2024 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2024, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2024.

Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2024

Hinda Gharbi
Directrice Générale de Bureau Veritas



Shaping a World of Trust*

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.com

**Bâtir un monde de confiance*